

LA FRANCE ASSOCIATIVE EN MOUVEMENT

Octobre 2024



Cécile BAZIN – Marie DUROS – Christine LIN
Patrick BONNEAU – Guillaume FAURITTE - Jacques MALET

Avec le soutien de

HEXOPÉE
Créateurs de citoyenneté

Organisation représentative des employeurs de l'éducation populaire


**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Sommaire

CHAPITRE I – LA DYNAMIQUE DE CRÉATIONS D’ASSOCIATIONS.....	3
1 – <i>Le suivi annuel</i>	4
2 – <i>Une grande diversité d’objets</i>	5
3 – <i>La dynamique associative dans les territoires</i>	7
CHAPITRE II - COMBIEN D’ASSOCIATIONS ACTIVES ?	8
CHAPITRE III – BÉNÉVOLAT ET VOLONTARIAT	9
1 – <i>Un bénévolat en forte mutation</i>	9
2 - <i>Le volontariat</i>	10
CHAPITRE IV – L’EMPLOI DANS LES ASSOCIATIONS.....	12
1 – <i>Introduction méthodologique</i>	12
2 – <i>Les chiffres clés de l’année 2023</i>	13
3 – <i>L’emploi associatif en mouvement</i>	13
4 – <i>Un enjeu économique important</i>	16
5 – <i>Les précieux enseignements issus des déclarations sociales nominatives (DSN)</i>	19
CHAPITRE V – LES ASSOCIATIONS FISCALISÉES	27
CHAPITRE VI - LES ASSOCIATIONS AU PRINTEMPS 2024.....	28
1 – <i>La situation de l’association</i>	29
2 – <i>Aujourd’hui et demain</i>	31
3 – <i>Les sujets d’inquiétude</i>	31
4 – <i>Les projets envisagés</i>	32
5 – <i>Accompagner les associations</i>	33

RECHERCHES & SOLIDARITÉS, un réseau d’experts au service de toutes les formes de solidarités.

Association sans but lucratif, R&S s’est donné pour objectif d’apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes sur les sujets de solidarité et de la vie associative en particulier.

Elle s’appuie sur des données provenant d’organismes officiels (Journal officiel, URSSAF, Mutualité Sociale Agricole, Direction générale des Finances publiques...) et sur ses enquêtes annuelles pour produire des publications qui sont en libre accès sur www.recherches-solidarites.org.

Contact : marie.duros@recherches-solidarites.org - 06.20.71.27.58

Chapitre I – La dynamique de créations d’associations

Précisions méthodologiques :

Les associations relevant de la loi du 1er juillet 1901 sont déclarées au greffe des associations, en préfecture, en sous-préfecture ou en direction départementale de la cohésion sociale sur le ressort desquelles est implanté le siège social. Après vérification par ces services, elles font l’objet d’une inscription au Répertoire National des Associations (RNA).

Conformément aux dispositions de la [loi pour une République numérique du 7 octobre 2016](#), les données du RNA sont mises à disposition par le ministère de l’Intérieur et font partie des données accessibles en consultation et téléchargeables en open data. Elles sont actualisées chaque mois, ce qui permet d’observer les créations d’associations sur une période différente de l’année civile, correspondant mieux au rythme de la vie associative.

La période prise en compte va du 1^{er} juillet au 30 juin de l’année suivante. Elle commence avec un trimestre marqué par une faible intensité de créations (juillet, août et septembre) et se poursuit par trois trimestres riches en nouvelles associations. Ce découpage par trimestre permet d’observer finement les conséquences de l’actualité, tout particulièrement depuis 2019-2020.

Suite à l’inscription au RNA, les déclarations de création sont publiées au [Journal Officiel des Associations et Fondations d’Entreprise \(JOAFE\)](#). Ces publications ont été la source de nos travaux pendant de nombreuses années, et elles ont permis de suivre l’évolution des créations d’associations depuis 1993-1994. Le lecteur intéressé pourra se reporter à l’édition 2019 de *La France associative en mouvement* pour revenir sur cet historique. Depuis 2020, nous nous appuyons sur le RNA pour le suivi de l’évolution des créations et de leurs objets. Nous en retirons deux avantages : la prise en compte de la date réelle de chaque création et un objet unique pour chaque nouvelle association.

Le cas particulier des associations d’Alsace-Moselle : elles relèvent du droit local, indépendant de la loi de 1901, et ne sont pas enregistrées dans le RNA. Les informations sont collectées directement par nos soins, auprès des 16 tribunaux d’instance des départements de Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin assurant, depuis 2015, le greffe des créations¹.

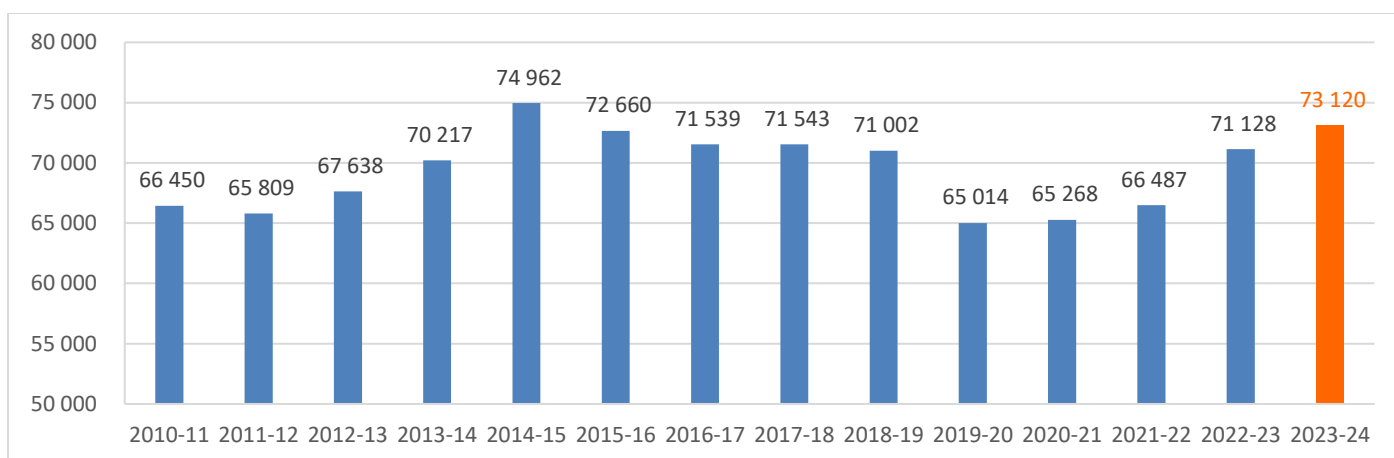
Depuis le 1er janvier 2023, un [registre informatisé des associations d’Alsace-Moselle](#) soumises au droit local a été mis en place.

¹ Prise en application de la loi relative à l’économie sociale et solidaire du 31 juillet 2014, l’[ordonnance \(n°2015-904\)](#) du 23 juillet 2015 aligne le régime du droit local applicable en Alsace-Moselle sur celui de la loi du 1^{er} juillet 1901. Elle transfère au tribunal d’instance le soin de statuer sur la régularité de l’objet social et supprime le pouvoir d’opposition a priori du préfet à l’inscription d’une association. L’absence de suivi de la part des préfectures nécessite désormais de contacter les 16 tribunaux d’instance au lieu des trois préfectures.

1 – Le suivi annuel

Il commence à l'année 2010-2011 et se termine avec les dernières données disponibles de l'année que nous nommons « associative » 2023-2024, se terminant le 30 juin 2024.

Graphique 1 – Évolution du nombre de créations d'associations



Sources : RNA et tribunaux d'instance de Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.

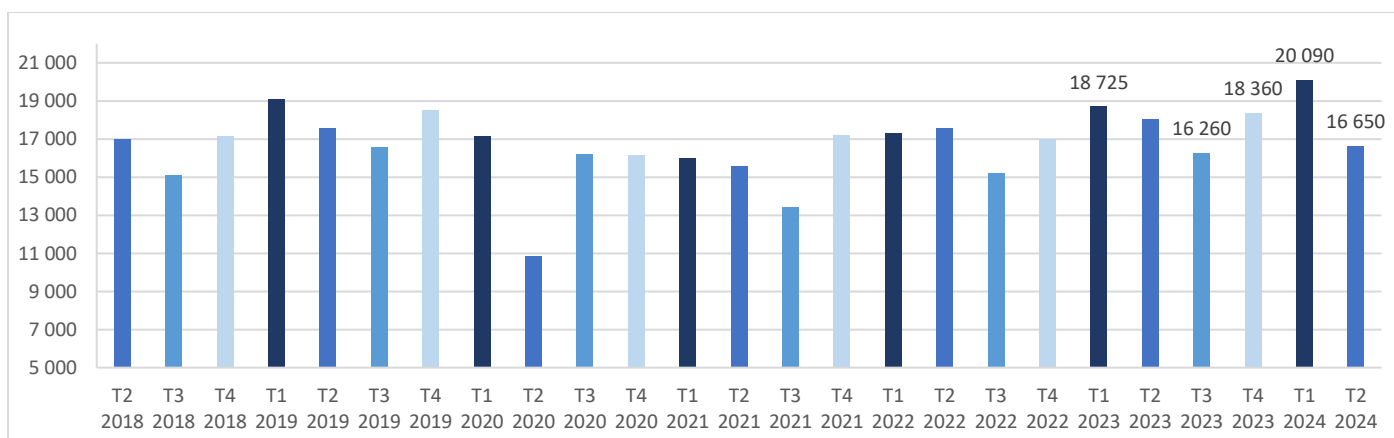
Après deux années de basses eaux, entre 2010 et 2012, le nombre de créations progresse jusqu'en 2014-2015, année record affichant près de 75 000 nouvelles associations. Le niveau reste ensuite élevé, jusqu'au repli très net de la période de l'été 2019 au 30 juin 2020, traversée par quatre mois de crise sanitaire dont 8 semaines de confinement. Repli net mais finalement proche de celui constaté sur la période observée antérieurement en « basses eaux » (2010-2013), alors que le contexte était particulièrement défavorable à la création d'associations.

Le nombre de créations est stable au cours de l'année 2020-2021, elle aussi encore fortement marquée par le contexte de pandémie. Et 2021-2022 en garde encore les souvenirs. Quand les bénévoles retrouvent petit à petit le chemin des associations (cf chapitre 3), ceux que nous appelons les *bâtisseurs associatifs* reprennent goût aux projets collectifs au fil des mois. Le nombre de créations est légèrement supérieur à celui des deux années précédentes.

C'est en 2022-2023 que le niveau d'avant crise est véritablement retrouvé, avec plus de 71 000 associations nouvelles recensées. Les initiatives continuent de se multiplier entre le 1^{er} juillet 2023 et le 30 juin 2024 où l'on enregistre 73 120 créations, niveau parmi les plus élevés depuis 2010.

Une analyse par trimestre apporte des enseignements complémentaires. Le graphique suivant part du 2^{ème} trimestre 2018 et se termine au 2^{ème} trimestre 2024. Il revient sur les périodes de confinement, en 2020 et 2021, et présente la totalité de l'année associative 2023-2024.

Graphique 2 – Évolution du nombre de créations d'associations par trimestre



Source : RNA hors Alsace Moselle. Chaque année associative commence au troisième trimestre civil (juillet-août-septembre) et se termine au deuxième trimestre de l'année suivante (avril-mai-juin).

Le rythme des créations entre le 2^{ème} trimestre 2018 et le 4^{ème} trimestre 2019 reflète bien la saisonnalité des créations observée avant la crise sanitaire : des vagues successives dont le 3^{ème} trimestre, de juillet à septembre, constitue le creux et le 1^{er} trimestre de l'année civile, le sommet.

Le 1^{er} trimestre 2020 marque une légère rupture : contrairement aux années antérieures, il affiche un ralentissement lié au confinement qui a débuté le 17 mars et qui a stoppé la concrétisation de certains projets de création. Le 2^{ème} trimestre 2020, qui comporte 6 semaines de confinement, marque nettement le pas, avec un repli d'environ 38% par rapport au 2^{ème} trimestre 2019.

La crise sanitaire a rompu la saisonnalité des créations qui était observée jusque-là. Elle est retrouvée, depuis le 1^{er} trimestre 2023, en augmentation par rapport au trimestre précédent, avec un nombre de créations d'associations (18 725) supérieur à celui des 1^{er} trimestres 2020, 2021 et 2022. Le ralentissement du 2^{ème} trimestre 2023 est moins net que ceux des années précédant la crise, confirmant le regain de dynamisme de créations d'associations. Il est plus marqué au 3^{ème} trimestre 2023, rejoignant les tendances des 3^{èmes} trimestres 2018 et 2019 antérieurs à la crise sanitaire.

Les deux trimestres suivants confirment ce dynamisme. Pour la première fois au cours de la période observée, le nombre de créations dépasse les 20 000 au cours du 1^{er} trimestre 2024. L'élan retombe au trimestre suivant avec près de 17 000 créations, comme au 2^{ème} trimestre 2018.

2 – Une grande diversité d'objets

Précisions méthodologiques :

À l'exception de l'Alsace-Moselle, les associations nouvelles font l'objet d'une inscription au répertoire national des associations (RNA) et d'une déclaration au Journal officiel. Elles sont répertoriées, à la lecture de leur objet, sous 29 thèmes différents, le plus souvent décomposés en sous-thèmes très ciblés (près de 300 au total), selon une nomenclature entrée en vigueur en 2007. Nous disposons ainsi, pour chaque création d'association, de son objet principal, de son éventuel objet secondaire, de la date de sa création et de son implantation géographique.

Le tableau suivant donne une image précise des objets principaux des associations nouvelles, à partir de leur ventilation selon 29 grands thèmes. Il met en évidence les dix groupements retenus par R&S, également présentés dans les publications régionales et départementales. Il est construit sur les créations enregistrées sur trois ans, période jugée significative et représentative, et présentées en moyenne annuelle pour lisser les éventuelles variations d'une année sur l'autre. La période retenue ici va du 1^{er} juillet 2021 au 30 juin 2024.

Tableau 1 : Répartition des créations selon le thème principal affecté par les greffes des associations

	Les 29 thèmes principaux du Répertoire national des associations	Nombre moyen de créations	Répartition en %
Culture	Culture, pratiques d'activités artistiques, culturelles	16 549	24,0%
Sports	Sports, activités de plein air	11 472	16,6%
	Chasse pêche	600	0,9%
Loisirs	Clubs de loisirs, relations	6 078	8,8%
	Action socio-culturelle	2 262	3,3%
Social	Interventions sociales	1 337	1,9%
	Services familiaux, services aux personnes âgées	890	1,3%
	Associations caritatives, humanitaires, aide au développement, développement du bénévolat	3 288	4,8%
Santé	Santé	2 924	4,2%
	Services et établissements médico-sociaux	355	0,5%
Amicales - entraide	Amicales, groupements affinitaires, groupements d'entraide (hors défense de droits fondamentaux)	5 639	8,2%
Éducation - formation	Éducation formation	3 838	5,6%
Environnement	Environnement, cadre de vie	3 339	4,8%

	Les 29 thèmes principaux du Répertoire national des associations	Nombre moyen de créations	Répartition en %
Économie	Conduite d'activités économiques	644	0,9%
	Représentation, promotion et défense d'intérêts économiques	1 396	2,0%
	Aide à l'emploi, développement local, promotion de solidarités économiques, vie locale	1 042	1,5%
Autres	Armée (dont préparation militaire, médailles)	227	0,3%
	Clubs, cercles de réflexion	673	1,0%
	Activités politiques	741	1,1%
	Activités religieuses, spirituelles ou philosophiques	824	1,2%
	Information communication	1 097	1,6%
	Justice	78	0,1%
	Logement	342	0,5%
	Préservation du patrimoine	1 048	1,5%
	Recherche	208	0,3%
	Sécurité, protection civile	192	0,3%
	Tourisme	83	0,1%
	Défense de droits fondamentaux, activités civiques	838	1,2%
	Domaines divers, domaines de nomenclature SITADELE à reclasser	909	1,3%
	Total	68 913	100,0%

Source : RNA, créations déclarées sur trois ans (2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024). Traitement R&S. **Lecture** : En moyenne, au cours des trois dernières années, hors Alsace-Moselle, 24% des associations nouvelles ont été enregistrées sous le thème principal « Culture ».

La répartition présentée dans ce tableau montre que plus de la moitié des créations concerne ce que l'on peut appeler l'animation, qu'elle soit *culturelle* (24%), *sportive* dont chasse et pêche (16,6% + 0,9%), ou encore de *loisirs* sous les thèmes « *clubs de loisirs* » et « *action socioculturelle* » (8,8% + 3,3%). On peut ajouter diverses associations répertoriées sous le thème « *amicales, groupements affinitaires, d'entraide* ». À titre d'exemple illustrant la finesse de la nomenclature, précisons que ce thème réunit les « *organisations de professions* » et les « *associations de personnel d'entreprise (hors syndicales)* », les « *groupements d'entraide et de solidarité* », les « *amicales de personnes originaires d'un même pays ou d'une même région* », les « *associations féminines* », les « *associations d'entraide et de solidarité des personnes homosexuelles ou en situation de handicap* » ou encore les « *associations de classe d'âge* ».

Si la nomenclature détaillée présente un réel intérêt pour trouver un profil précis d'associations ou faire des analyses fines, le regroupement adopté par R&S, en une dizaine de rubriques, facilite la lecture et permet de rapprocher les tendances nationales et la répartition à l'échelle des régions et des départements. Ces dernières sont reprises dans les publications annuelles consacrées à chaque territoire, en libre accès sur notre site². Les dix grandes rubriques retenues par R&S concentrent neuf grands secteurs, représentant ensemble 88% des créations d'associations, et une rubrique « *autres* », représentant les 12% restants qui réunissent 13 thèmes comportant chacun entre 0,1% des créations (sous le thème « *justice* » ou « *tourisme* ») et 1,6% (sous le thème « *information - communication* »).

Ces regroupements, mentionnés en première colonne du précédent tableau, permettent d'observer les spécificités de certains territoires. À titre d'exemple, dans ces quelques départements, sur la période récente de trois années :

- Il se crée proportionnellement davantage d'associations culturelles à Paris, en Guyane, en Seine-Saint-Denis et dans la Métropole de Lyon³ avec plus de 29% de l'ensemble des créations contre 24% en moyenne nationale ; davantage d'associations de loisirs dans le Cher et le Lot-et-Garonne (plus de 25% contre 12,1% en moyenne).
- La Haute-Saône, la Corse, le Pas-de-Calais et le Cantal sont les départements les plus riches en nouvelles associations sportives (plus de 27% de créations dans le sport contre 17,5% en moyenne nationale).

² www.recherches-solidarites.org pages *Dans les territoires / Dans les régions* ou *Dans les départements*

³ Depuis le 1er janvier 2015, le Rhône se compose de deux collectivités territoriales : le Département du Rhône et la Métropole de Lyon. Celle-ci est dotée d'un statut unique en France et exerce, sur son territoire, les compétences traditionnelles de la communauté urbaine et celles d'un conseil départemental. Les coopérations que Recherches & Solidarités a tissé avec ces deux collectivités ont conduit à publier, pour la première fois en 2022, [Les essentiels de la vie associative pour ces deux territoires](#).

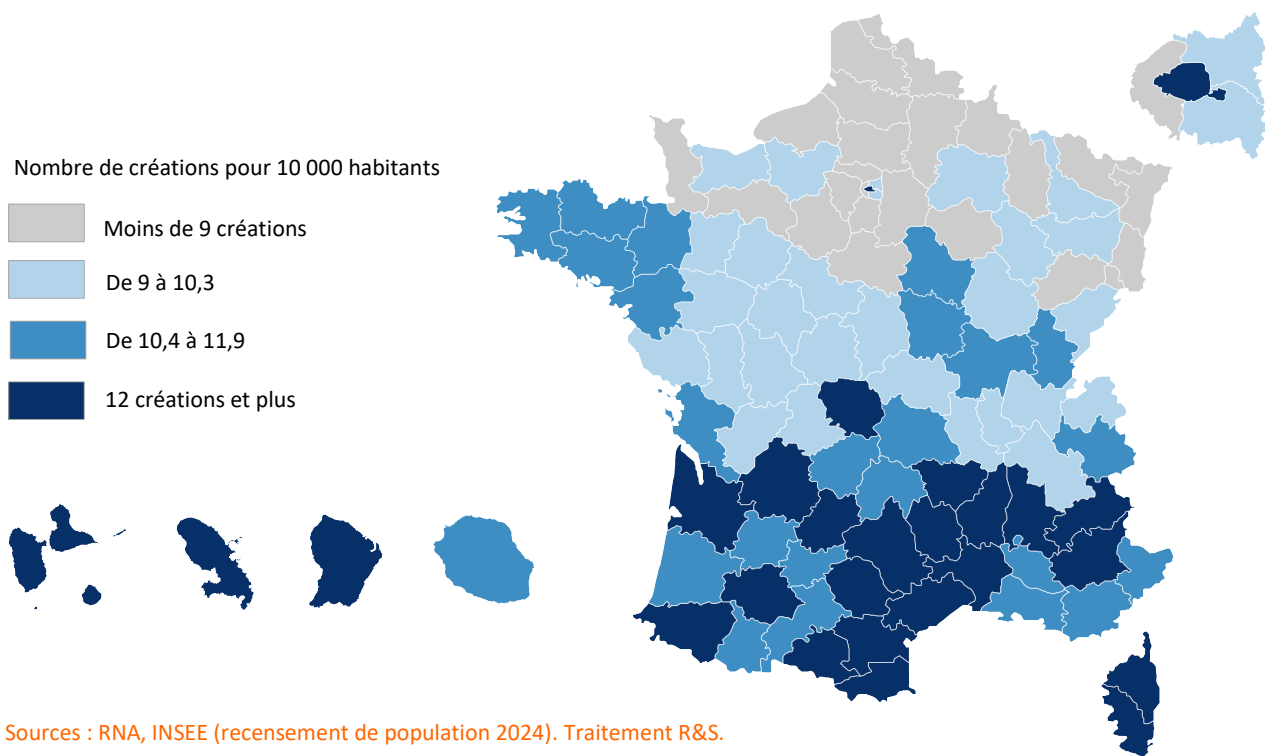
- L'éducation – formation dépasse 9% des créations dans le Nord, la Somme et en Meurthe-et-Moselle (5,6% en moyenne nationale).
- Les Alpes-de-Haute-Provence, l'Orne, l'Indre, le Morbihan et l'Aude se détachent nettement des autres départements par une proportion de créations d'associations de protection de l'environnement, nettement supérieure (plus de 8%) à la moyenne nationale de (4,8%), alors que les Hautes-Alpes enregistrent 12,9% et l'Ariège de 9,1% dans le domaine économique (4,5% en moyenne nationale).
- La Mayenne, la Seine-Saint-Denis, le Département du Rhône et le Maine-et-Loire arrivent en tête pour les créations dans le domaine social (plus de 13% contre 8% en moyenne) ; les Landes et la Mayenne dans le domaine de la santé (plus de 7% contre 4,8% en moyenne nationale).

3 – La dynamique associative dans les territoires

Cette carte de France situe chaque département, au regard de sa *dynamique de création*. Elle est établie en rapportant le nombre de nouvelles associations à la population du territoire, pour tenir compte des besoins et des attentes de ses habitants. Cette densité de créations d'associations s'exprime ici pour 10 000 habitants, en moyenne annuelle, et s'appuie sur la période des trois dernières années associatives (2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024).

Elle illustre le constat, déjà ancien, d'une densité de créations plus importante dans la partie sud. Ces différences doivent être lues sans jugement de valeur et sans confondre « *dynamique de création d'association* » et « *dynamisme du tissu associatif* ». En effet, un nombre élevé de créations peut tout autant participer d'une vie associative intense que d'une sorte d'« hyperactivité » de la part de ceux qui n'auraient de cesse de créer leur propre association, fût-elle ensuite en concurrence ou en doublon avec d'autres, et fût-elle éphémère.

Densité de créations d'associations pour 10 000 habitants (moyenne nationale : 10,3)



Dans le groupe des « *plus de 12 créations pour 10 000 habitants en moyenne annuelle* », figurent des départements situés en outre-mer et dans le sud de la France, ainsi que Paris en raison de son statut de capitale.

À l'opposé, dans le groupe des « *moins de 9 créations pour 10 000 habitants* », composé de 23 départements, une dizaine affichent un ratio inférieur à 8 : le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, relevant d'un droit local qui impose sept personnes pour déposer des statuts associatifs auprès d'un tribunal d'instance (contre 2 dans les autres départements) ainsi que 6 départements régis par la loi 1901 : l'Oise, le Pas-de-Calais, l'Aisne, l'Essonne, les Yvelines et le Territoire de Belfort.

Chapitre II - Combien d'associations actives ?

Le suivi annuel des créations d'associations est intéressant comme expression, parmi d'autres, d'actions collectives à l'échelle d'un territoire, qu'il soit national ou local. Il n'apporte pas d'informations directes sur le dynamisme du tissu associatif lui-même, et il est insuffisant pour déterminer le nombre d'associations en activité. Personne ne peut en effet savoir exactement ce que deviennent les associations qui se créent : demeurent-elles en activité durant des décennies ou disparaissent-elles le temps d'un voyage d'études d'un groupe d'étudiants ou le temps d'un festival ? Chacun en est réduit à des estimations prudentes.

Celles que nous actualisons tous les trois ans s'appuient sur un « faisceau d'indicateurs » issus de sources officielles⁴, renforcé par une analyse détaillée du Répertoire National des Associations. En effet, outre le suivi des créations d'associations présenté au chapitre précédent, le RNA permet de suivre les modifications que peut connaître une association (modification de statut, d'objet, de siège ou encore de dirigeants) et qui sont autant de « signes de vie » permettant d'attester qu'elles sont toujours en activité.

Cette méthodologie, présentée en annexe, est appliquée d'abord pour chaque département, ce qui permet de présenter une fourchette du nombre d'associations en activité dans les « [Essentiels de la vie associative](#) » réalisés avec le soutien de la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative (DJEPVA).

Ces estimations départementales servent de références, après agrégation, pour déterminer la fourchette du nombre d'associations en activités dans chacune des 17 régions. Ces résultats sont présentés dans les publications annuelles « *Associations en région : repères et chiffres clés* », réalisées avec le soutien de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation populaire (INJEP) et l'accompagnement du Mouvement Associatif⁵. Dans le même esprit et selon la même méthodologie, l'estimation nationale s'établit, quant à elle, par l'agrégation des fourchettes régionales.

Ainsi, nous parvenons à une estimation située entre 1 400 000 et 1 500 000 associations, en France⁶. Cette estimation reste une simple hypothèse prudente, sachant, comme indiqué précédemment, que seule la date de naissance d'une association est connue et rarement sa date de fin d'activité.

En complément, l'agrégation des résultats en région et au plan national permet de dresser une fourchette, selon les principaux secteurs associatifs.

Tableau 2 : Répartition des associations présumées actives, selon les principaux secteurs

Secteurs principaux	Minimum	Maximum	Ventilation (3)
Culture	270 000	290 000	19%
Sport	285 000	305 000	20%
Loisirs	180 000	190 000	13%
Social	90 000	100 000	7%
Amicales - entraide	95 000	100 000	7%
Éducation - formation	90 000	100 000	7%
Économie	75 000	80 000	5%
Santé	55 000	60 000	4%
Environnement	45 000	50 000	3%
Autres (1)	165 000	175 000	12%
Droit local (2)	50 000	50 000	3%
Total général	1 400 000	1 500 000	100%

Sources : Répertoire National des associations, tribunaux d'instance d'Alsace-Moselle – Traitement Recherches & Solidarités. (1) La répartition de ces associations peut être approchée au sein du RNA et quelques exemples figurent en annexe I. (2) Ces données ne figurent pas dans le Répertoire National des Associations. (3) Calculée à partir de la moyenne de la fourchette.

⁴ Présentés en annexe.

⁵ Ces publications départementales et régionales sont en libre accès sur notre site www.recherches-solidarites.org, pages *Dans les territoires*.

⁶ Comprenant l'Alsace-Moselle bien que les associations de ces trois départements ne figurent pas dans le RNA.

Chapitre III – Bénévolat et volontariat

Dès lors que les bénévoles et les volontaires constituent des acteurs particulièrement importants, notamment au sein du secteur associatif, ils ont toute leur place dans cette édition annuelle destinée à dresser un panorama actualisé de la vie associative, en France. Ce chapitre abordera, successivement, quelques repères relatifs au bénévolat, notamment dans son évolution et ses mutations, et une actualisation des chiffres clés du volontariat, abordé en tant que tel, détaché, tant du bénévolat que de l'emploi associatif.

1 – Un bénévolat en forte mutation

Chacun s'accorde pour estimer que près de 90% des associations fonctionnent exclusivement grâce à leurs bénévoles. Vitale dans ces associations, cette ressource humaine reste essentielle dans les 10 à 12% d'associations employant des salariés, objet du chapitre suivant. Ces millions de bénévoles méritaient donc bien un chapitre dans ce bilan annuel du secteur associatif. Il présente le dernier état des lieux chiffré et les grandes tendances observées depuis la crise sanitaire, extrait de la [19^{ème} édition de La France bénévole](#).

Après le COVID, des changements s'accélèrent

Confirmation de notre enquête IFOP 2023, avec, en janvier 2024⁷, un ensemble de bénévoles associatifs, correspondant à 24% des Français, comme en 2019 : soit environ 12,5 millions de personnes engagées dans une association au moins, dont 5,5 millions en action chaque semaine. Les 25-34 ans sont de plus en plus nombreux à s'engager (30% en 2024 pour 22% en 2019), quand les 70 ans et plus perdent 10 points pour n'être que 24% aujourd'hui.

En 2024, 9% des Français sont présents chaque semaine dans leurs associations, ils étaient 10% en 2019 et 12,5% en 2010. Ces tendances fragilisent la colonne vertébrale des associations, à savoir celles et ceux qui les font vivre au quotidien qui se trouvent privées de l'expérience et de la disponibilité des seniors.

La « fracture associative », correspondant à un taux d'engagement dans les associations plus faible parmi les moins diplômés, s'est accentuée en 2024 au point qu'aujourd'hui seulement 15% des Français de formation modeste sont bénévoles contre 33% parmi les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur. Cette situation est tout autant dommageable pour les associations que pour celles et ceux qui se trouvent privés d'une source de plaisirs, de rencontres et d'épanouissement.

Le moral des bénévoles en 2024

Le « baromètre d'opinion des bénévoles » 2024⁸ pointe aussi quelques évolutions : si le souhait d'être *utile et d'agir pour les autres* reste la motivation première (85%), *l'épanouissement personnel* faiblit au fil des années, tout autant en termes de ressort d'engagement qu'en termes de satisfactions.

Mobilisés autour d'une cause ou d'un projet, les bénévoles sont, en 2024, plus souvent déçus par *les effets limités des actions menées par leur association* (27% contre 23% en 2022). Animés par cette volonté d'être efficaces et utiles, ils souhaiteraient avant tout *être aidés par d'autres bénévoles* (34%) et *suivre des formations* (33% et jusqu'à près de 50% avant 50 ans). Ils précisent, des formations bien adaptées au contexte et aux besoins de leur association, dispensées par des professionnels et aussi grâce à des partages de connaissances entre membres de l'association et à des échanges d'expériences inter associatifs.

Être bénévole aujourd'hui

Pour les bénévoles eux-mêmes, c'est d'abord synonyme de plaisir pour 45% d'entre eux, surtout chez les 35-49 ans et les 60-70 ans, ainsi que chez les moins diplômés. Pour 38%, c'est avant tout une source d'épanouissement personnel, plus encore dans l'éducation populaire et la santé. Pour certains (8%), les inquiétudes l'emportent et pour 5% le bénévolat peut aller jusqu'à la désillusion (plus nombreux entre 50 et 59 ans ainsi que dans le sport et l'environnement).

⁷ Enquête IFOP réalisée en janvier 2024 auprès de 3 155 personnes de 15 ans et plus (échantillon représentatif de la population française).

⁸ Enquête en ligne du 15 février au 22 avril 2024 auprès de 3 920 bénévoles d'horizons différents

Parmi une douzaine d'expressions, les bénévoles se reconnaissent d'abord comme *un citoyen engagé* (58%), signe d'une non indifférence aux affaires du monde, que l'on rapprochera de *quelqu'un qui se veut acteur* (41%) et *d'un militant* (12%). Ces trois expressions recueillent sensiblement davantage de suffrages qu'en 2019. Inversement la générosité (33%) et la passion (25%) perdent un peu de terrain en cinq années.

Des intentions de faire plus demain

Si 16% souhaiteraient avoir davantage de responsabilités, 6%, au contraire voudraient les réduire. Dans le même sens, 20% des bénévoles voudraient donner plus de temps quand 14% souhaiteraient lever le pied, pour eux-mêmes ou pour se consacrer davantage à leurs proches. Parmi les perspectives positives, le mécénat de compétences poursuit sa percée avec 27% de bénévoles tentés par l'expérience en 2024 ; ils étaient 23% en 2022 et 20% en 2019.

Une source d'épanouissement et d'enrichissement personnel

Toujours d'après les bénévoles, l'engagement permet de développer un large éventail de savoir-faire et de savoir-être. Quels que soient leur âge et leur situation personnelle, il leur permet avant tout *d'être à l'écoute et attentif aux autres* (70%), aussi *d'apprendre à mener des projets en équipe* (52%) et, un peu plus loin, *de renforcer des compétences* (40%, en baisse corrélée avec l'âge). Pour environ un quart des bénévoles, leur engagement leur permet *d'être plus créatifs, plus autonomes, plus à l'aise en public, plus aptes aussi à affronter des situations difficiles*.

Tous ces savoir-faire et ces savoir-être sont acquis et renforcés avant tout grâce aux échanges au sein de l'association, aux partages d'expériences, aux formations et aux conseils... On comprend pourquoi 44% des bénévoles souhaitent transmettre leur savoir-faire, à tout âge et plus encore passé 70 ans (55%). On comprend aussi que, forts de tout ce qu'ils peuvent puiser dans leur engagement, 80% des bénévoles ont à cœur de le transposer dans leur vie personnelle et professionnelle.

Pour aller plus loin : [La France bénévole 2024](#), 19^{ème} édition réalisée par Recherches & Solidarités avec le soutien de la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, en partenariat avec l'Institut Européen de Développement Humain.

2 - Le volontariat

Le volontariat de service civique

La loi du 10 mars 2010, relative au Service Civique, a créé deux formes de Service Civique : l'engagement de Service Civique et le volontariat de Service Civique⁹. L'engagement de Service Civique est la forme principale du Service Civique, destinée aux jeunes de 16 à 25 ans, et jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap. Le volontariat de Service Civique est l'autre forme du Service Civique, destinée aux personnes de plus de 25 ans. D'une durée de 6 à 24 mois, il peut être effectué auprès d'associations et de fondations reconnues d'utilité publique. Il ouvre droit à une indemnité et à un régime complet de protection sociale, pris en charge par l'organisme d'accueil. Peu connu et peu mis en œuvre, ce dispositif ne concerne que quelques centaines de personnes.

Le dispositif principal, l'engagement de service civique a concerné 144 000 jeunes en 2022, et 148 500 en 2023¹⁰, sous la responsabilité de l'Agence du service. Il est d'une durée de 6 à 12 mois, accessible sans condition de diplôme, pour l'accomplissement d'une mission d'intérêt général dans un des 9 domaines d'intervention reconnus prioritaires pour la Nation : culture et loisirs, développement international et action humanitaire, éducation pour tous, environnement, intervention d'urgence, mémoire et citoyenneté, santé, solidarité, sport.

⁹ La loi du 10 mars 2010 relative au Service Civique regroupe, par ailleurs, d'autres formes de volontariat (service volontaire européen, volontariat de solidarité internationale, volontariat international en entreprise, volontariat international en administration). Ces programmes demeurent, cependant, régis par leurs propres dispositions. Pour en savoir plus : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F15834>

¹⁰ Dont 60% issus d'associations. Même si ces jeunes représentent, à l'évidence, un apport non négligeable pour le secteur associatif, chacun sera bien conscient de l'effort que constituent, pour chaque association, le recrutement, l'accueil et l'accompagnement. Et cet effort mérite d'être mieux connu encore et clairement valorisé.

Pour en savoir plus : <https://www.service-civique.gouv.fr/api/media/assets/document/rasc24-web.pdf>

Il présente les caractéristiques suivantes :

- D'au moins 24 heures hebdomadaires ;
- Donnant lieu au versement d'une indemnité prise en charge par l'État, et d'un soutien complémentaire, en nature ou en numéraire, pris en charge par l'organisme d'accueil ;
- Ouvrant droit à un régime complet de protection sociale financé par l'État ;
- Pouvant être effectué auprès d'associations ou d'autres organismes à but non lucratif ou de personnes morales de droit public¹¹, en France ou à l'étranger.

Multiples formes de volontariat

À mi-chemin entre le bénévolat et le salariat, cette forme d'engagement mobilise de nombreuses personnes au service de l'intérêt général, en bénéficiant d'une formation utile et bien sûr d'une expérience riche, avec du sens, qui sera particulièrement importante dans un parcours de vie.

Les associations sont des lieux d'accueil privilégiés de ces autres formes de volontariat. C'est alors pour elles une opportunité qu'elles saisissent très volontiers, comme nous l'avons vu dans nos différentes enquêtes auprès des responsables associatifs. Loin d'être *un effet d'aubaine* pour une ressource humaine à moindre frais, la recherche, le recrutement, l'accueil et la formation, puis l'accompagnement tout au long de la mission, mobilisent parfois lourdement les acteurs de l'association. Mais chacun peut ensuite témoigner de la belle aventure que représente ce type de démarche et des relations amicales fortes qui se poursuivent, la plupart du temps, bien au-delà de la période de volontariat. On n'aura garde d'oublier que bien souvent, d'une manière directe ou indirecte, l'expérience acquise au cours de la mission et son évocation dans un CV, permettent à bien des jeunes de faciliter leur insertion professionnelle.

Le volontariat de solidarité internationale permet à des jeunes de servir pour des missions humanitaires, dans le domaine de la santé, du soutien social, de l'environnement. On dénombre aujourd'hui plusieurs milliers de volontaires chez globalong.com, dans [le volontariat solidaire international \(VSI\)](#), en lien avec France Volontaires et les ONG qui en sont membres (Médecins du Monde, Handicap international, Apprentis d'Auteuil...). Existe aussi [le volontariat international en entreprises](#) (VIE), permettant chaque année d'intervenir dans 121 pays. De son côté, l'Europe offre des opportunités dans le [Corps européen de solidarité](#).

N'oublions pas, bien évidemment parmi les formes de volontariat, l'action [des sapeurs-pompiers](#) : aujourd'hui près de 198 000 volontaires, hommes et femmes à partir de seize ans chez les jeunes sapeurs-pompiers, vivent un engagement quotidien au service des autres, en parallèle de leur métier ou de leurs études. Les sapeurs-pompiers volontaires représentent près de 80% des sapeurs-pompiers de France. Chaque jour, ils démontrent que solidarité et altruisme ne sont pas de vains mots.

¹¹ La loi du 27 janvier 2017 a ouvert le dispositif à d'autres organismes, notamment les organismes d'habitations à loyers modérés, les entreprises d'utilité sociale, certaines sociétés d'économie mixte ou encore certaines sociétés publiques locales.

Chapitre IV – L’emploi dans les associations

Le secteur associatif est composé d’organisations dont près de 90% fonctionnent avec la seule ressource humaine bénévole. Pour autant les associations comportant des salariés, abordées dans ce chapitre, constituent une force très importante par les capacités d’action dont elles disposent et par l’enjeu économique et social qu’elles représentent.

1 – Introduction méthodologique ¹²

Une approche exhaustive et homogène : Nous observons l’évolution des effectifs salariés dans les associations, dans le cadre d’un partenariat qui se développe depuis plus d’une quinzaine d’années, avec l’URSSAF Caisse nationale, pour ce qui concerne le régime général, et la Caisse centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA), pour ce qui concerne le régime agricole. Cette évolution est présentée, année après année, d’une manière homogène.

La notion d’effectifs salariés : Qu’il s’agisse du régime général ou du régime agricole, les effectifs salariés ne sont pas distingués selon qu’ils sont à temps partiel ou à temps complet, selon qu’ils sont à durée déterminée ou indéterminée. Chaque salarié présent en fin de mois compte pour un dans chacun des établissements employeurs, indépendamment de sa durée de travail. Cet effectif diffère d’autres notions d’emploi approchées en équivalent temps plein (ETP). **Ne sont pas comptés les salariés sans contrat (stagiaires par exemple), ainsi que les volontaires en service civique.**

La masse salariale correspond à « l’assiette déplafonnée », qui intègre l’ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, c’est-à-dire le salaire de base auquel s’ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l’initiative de l’employeur, sous forme de commissions, de primes, de rémunération des heures supplémentaires, de gratifications et d’avantages en nature.

Les notions d’entreprises et d’établissements employeurs : L’unité de compte utilisée pour la plupart de nos travaux est l’établissement. Il est identifié à partir d’un numéro SIRET qui peut changer dans de nombreuses circonstances, lors d’un changement d’adresse par exemple. Pour quelques approches, nous nous appuyons sur l’entreprise qui est identifiée par le numéro SIREN, commun aux différents établissements que peut comporter une entreprise.

Pour information, on compte environ 1,2 établissement associatif employeur par « entreprise », soit sensiblement le même ratio que pour l’ensemble du secteur privé. Ce nombre augmente avec la taille de l’association : depuis un seul établissement, pour les plus petites, notamment dans les secteurs du sport et de la culture, jusqu’à deux établissements, en moyenne, dans le secteur de la santé, et trois dans l’hébergement médico-social.

Changements méthodologiques et révisions des séries : L’intégration des données individuelles dans la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés, réalisée progressivement depuis 2016, a été finalisée par l’URSSAF Caisse nationale en juin 2021. Tous les effectifs sur lesquels s’appuie la présente publication sont donc issus d’un calcul réalisé par l’URSSAF Caisse nationale, à partir des données sociales nominatives (DSN). Les changements méthodologiques et les régularisations effectués induisent de légères révisions par rapport aux séries publiées antérieurement.

Important : Les données publiées ici correspondent aux données URSSAF-Caisse nationale de l’année 2022, actualisées (mise à jour des changements de statut juridique, de code APE, d’adresse... qui n’avaient pu être pris en compte dans les délais de préparation de notre publication 2023), et correspondent bien sûr aux données de l’année 2023.

De son côté, la Mutualité Sociale Agricole a procédé à une mise à jour importante de sa base de données sur l’année 2023. Elle a permis de corriger le statut juridique d’un nombre important d’établissements qui étaient identifiés par erreur sous un autre statut (coopératives par exemple...). Ces corrections ont nettement amélioré la qualité des données 2023 du régime agricole. En l’absence de réropolation, cette mise à jour accentue l’évolution positive observée entre 2022 et 2023. En conséquence, cette publication se limitera au régime général, pour ce qui concerne les évolutions annuelles.

Comme pour chaque édition, il convient d’éviter de rapprocher ces données de celles des publications précédentes.

¹² Pour la réalisation de ce travail, nous tenons particulièrement à remercier Christine LIN et Parmeet SINGH, membres de l’équipe R&S, Alain GUBIAN, Anne-Laure ZENNOU, Maël-Luc BURON, Gilles CAPON, Sophie RIVIÈRE, au titre de la direction des statistiques, des études et de la prévision (DISEP) de l’URSSAF Caisse nationale, ainsi que Guillaume PREVOSTAT, au titre de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole.

2 – Les chiffres clés de l'année 2023

Le tableau suivant distingue les associations relevant du régime général de celles relevant du régime agricole. Ces dernières représentent environ 4,6% du total des employeurs et 5,7% des effectifs salariés.

Tableau 3 – Présentation du secteur associatif en 2023

	Établissements employeurs	Effectifs salariés	Masse salariale en K€
Régime général	146 513	1 796 204	46 874 915
Variation 2022-2023	0,4%	1,1%	6,9%
Régime agricole	7 137	109 410	2 566 363
Total associations	153 650	1 905 614	49 441 278

Sources : URSSAF caisse nationale et MSA – Traitement Recherches & Solidarités.

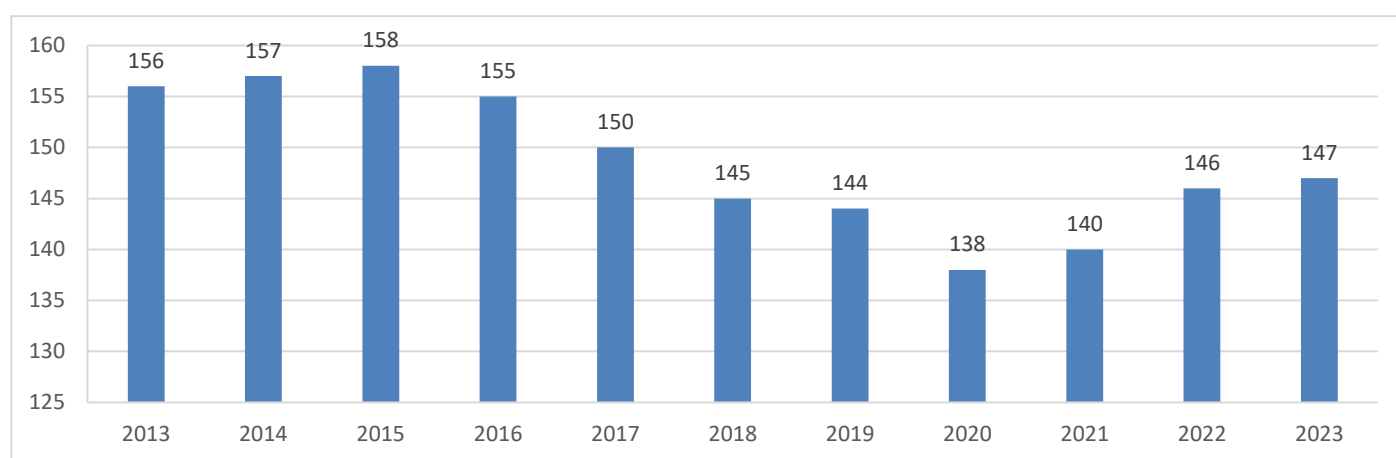
En 2021 et 2022, on notait une augmentation significative par rapport à l'année 2020, marquée à la fois par la sidération et par une longue période de confinement. L'année 2023 vient confirmer cette évolution positive, qui est détaillée dans les paragraphes suivants, portant sur une période de 11 années.

3 – L'emploi associatif en mouvement

A – Les établissements employeurs

Le bilan annuel du nombre des établissements est présenté dans le graphique suivant, avec une baisse régulière du nombre d'employeurs, depuis l'année 2016, mais enrayée depuis 2021.

Graphique 3 – Nombre d'établissements employeurs associatifs (en milliers).



Source : URSSAF Caisse nationale. Traitement R&S.

C'est en 2015 que l'on a constaté le nombre le plus important d'employeurs associatifs sur la période étudiée (158 000). Une baisse régulière est ensuite intervenue, avec un minimum enregistré au plus fort de la crise sanitaire (138 000). L'augmentation de près de 2% observée en 2021 a été confirmée par une nouvelle variation de 4%, environ, en 2022. L'année 2023 marque une stabilisation.

Selon un turn-over que nous avons soigneusement étudié et souvent évoqué dans cette série de publications, le nombre d'établissements employeurs associatifs, recensé chaque année dans le graphique, tient compte, d'une part, de ceux qui apparaissent dès lors qu'ils déclarent des salaires une année donnée, et d'autre part, de ceux qui disparaissent. Soit parce que telle est la vocation de l'association ou que l'action pour laquelle elle a recruté ponctuellement un salarié est achevée, soit par choix des dirigeants, soit à la suite de difficultés rencontrées. Ils ne disparaissent pas pour autant forcément du paysage associatif, dans la mesure où leur activité peut se prolonger exclusivement au moyen des ressources humaines bénévoles.

En complément, le tableau suivant montre comment se répartissent les établissements employeurs, en fonction de leur effectif.

Tableau 4 – Ventilation des établissements employeurs, en 2023, selon la tranche d’effectifs salariés

	Moins de 3 salariés	De 3 à 5	De 6 à 9	De 10 à 19	De 20 à 49	De 50 à 99	100 et plus	Total
Établissements	48%	15%	9%	12%	10%	4%	2%	100%
Effectifs salariés	5%	5%	6%	13%	26%	21%	24%	100%
Masse salariale	5%	5%	6%	13%	26%	21%	24%	100%

Sources : URSSAF Caisse nationale et MSA. Traitement R&S. Lecture : les établissements de moins de trois salariés représentent 48% de l’ensemble des établissements ; 5% du nombre total des salariés et également 5% de la masse salariale.

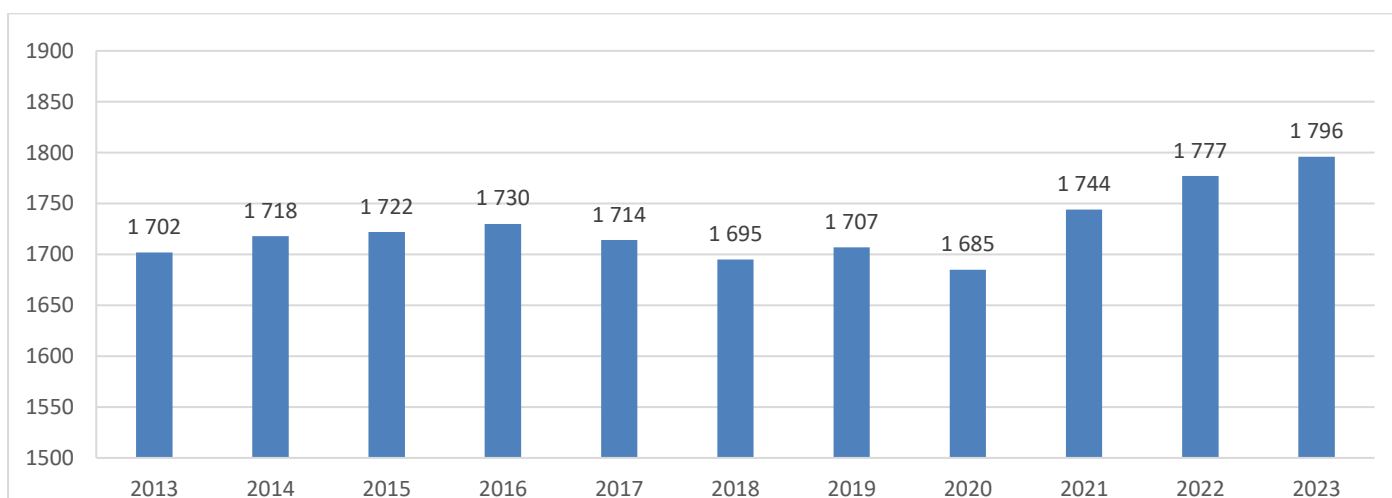
Les plus petits établissements représentent environ la moitié de l’ensemble (48%). On observe un renforcement général des associations dont le nombre moyen de salariés est passé de 11,6 en 2020 à 12,4 en 2021, et s’est sensiblement maintenu en 2022 et 2023.

On notera, par ailleurs, la présence de certains grands établissements associatifs, en nombre important : en 2023, près de 5 918 comportent entre 50 et 100 salariés, et plus de 2 330 dépassent 100 salariés, la plupart ayant une activité dans le secteur sanitaire et social.

B – Les effectifs salariés

Le graphique suivant, constitué à partir d’une série homogène relative au régime général, présente une évolution sur une période de onze années.

Graphique 4 – Effectifs associatifs salariés (en milliers)



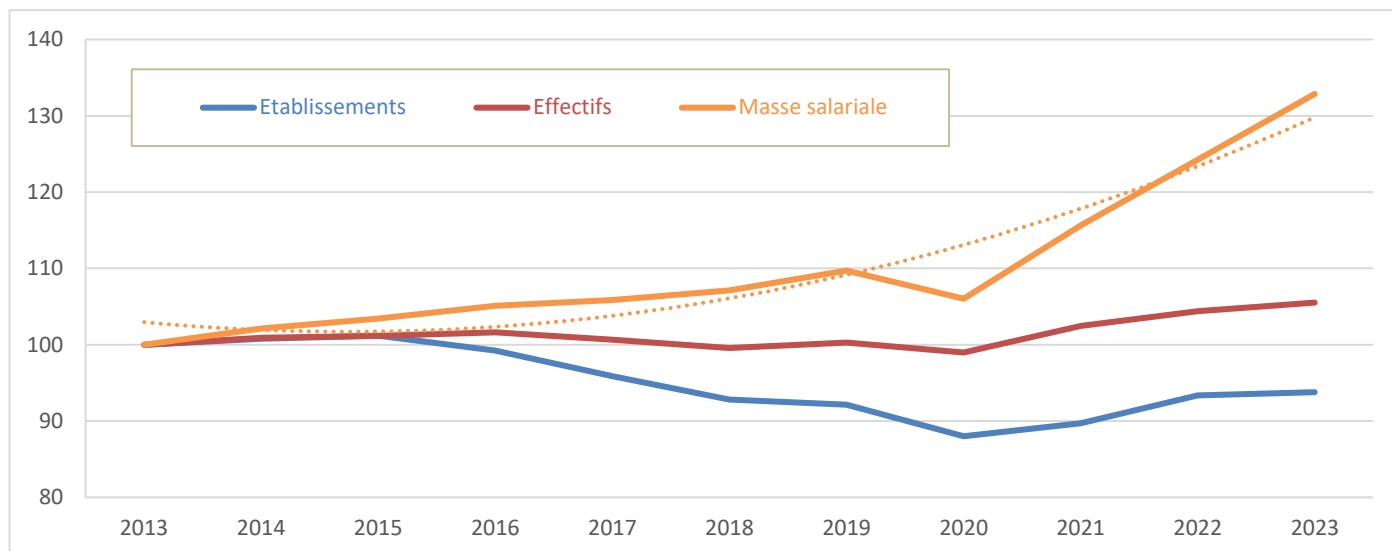
Source : URSSAF Caisse nationale. Traitement R&S.

L’année 2020 avait marqué un retrait de 1,3% des effectifs, suivi d’un rebond de 3,5% en 2021, ce qui avait permis de dépasser le niveau d’avant la crise (2019). L’année 2022 a confirmé cette reprise, avec un nouveau bond en avant de 1,9%, un peu inférieur en 2023 (1,1%).

C – L’emploi associatif selon trois critères

Nous suivons, comme chaque année, l’évolution de l’emploi au moyen des trois approches parallèles que sont le nombre d’établissements employeurs, les effectifs salariés et la masse salariale distribuée. C’est l’objet du graphique suivant, construit en base 100 à partir de l’année 2013.

Graphique 5 – Évolution des trois approches relatives à l’emploi associatif (base 100 en 2013)



Source : URSSAF Caisse nationale. Traitement R&S.

Comme nous l’avons vu, le nombre des établissements employeurs a sensiblement diminué, depuis 2016 pour rebondir en 2021 et 2022, et se stabilise en 2023. Les effectifs progressent depuis trois ans.

Le repli de la masse salariale, en 2020, ne reflète pas l’évolution des rémunérations des salariés. Il est pour une large part lié aux indemnités de chômage partiel non soumises à cotisations. Il est suivi d’une forte augmentation en 2021 (9%). La tendance se confirme en 2022 (+ 7,5%) et en 2023 (+ 6,9%). Cette progression est en partie liée aux valorisations du SMIC (l’évolution du SMIC annuel moyen est de 5,2% en 2022 et de 5,4% 2023).

D – Une répartition affinée par secteur d’activités

Ce tableau détaillé présente la répartition des établissements employeurs et des effectifs salariés selon les secteurs, ce qui permet de visualiser l’effectif moyen de chacun d’eux. En ajoutant la masse salariale, on peut calculer le salaire moyen annuel et observer des différences notables entre les secteurs.

Tableau 5 – Ventilation des établissements employeurs, des effectifs salariés et de la masse salariale, en 2023.

Secteurs d’activité (selon les libellés INSEE)	Nombre d’établissements (arrondis à la dizaine)	Effectifs salariés (arrondis à la dizaine)	Effectif salarié moyen	Masse salariale (en millions d’euros)	Salaire moyen annuel (en euros arrondis à la dizaine)
Enseignement	17 450	231 220	13,2	5 774	24 970
Activités humaines pour la santé	4 750	143 640	30,2	5 625	39 160
Hébergement médico-social	10 290	367 000	35,7	10 641	28 990
Action sociale sans hébergement	21 900	559 220	25,5	11 885	21 250
<i>dont aide à domicile</i>	4 140	146 490	35,4	2 895	19 760
Activités sportives	27 400	103 500	3,7	1 848	17 860
Activités liées à l’emploi	2 520	67 370	26,7	1 337	19 850
Activités récréatives et de loisirs	2 380	24 480	10,3	425	19 790
Activités culturelles	19 590	49 690	2,5	1 456	29 300
Hébergement	1 750	19 730	11,2	533	27 010
Restauration	830	5 660	6,8	123	21 730
Voyages et activités connexes	710	5 080	7,2	161	31 690
Organisations patronales et consulaires	1 030	8 860	8,6	400	45 150
Organisations professionnelles	1 260	10 020	8,0	370	36 930

Secteurs d'activité (selon les libellés INSEE)	Nombre d'établissements (arrondis à la dizaine)	Effectifs salariés (arrondis à la dizaine)	Effectif salarié moyen	Masse salariale (en millions d'euros)	Salaire moyen annuel (en euros arrondis à la dizaine)
Organisations religieuses	1 950	9 890	5,1	214	21 640
Activités des syndicats de salariés	110	350	3,2	11	31 430
Activités des organisations politiques	110	540	4,9	22	40 740
Recherche-développement scientifique	590	6 150	10,4	252	40 980
Agriculture, élevage, chasse pêche	710	5 990	8,4	101	16 860
Organisations associatives NCA (1)	31 710	191 420	6,0	4 869	25 440
Autres activités du régime général (2)	5 540	72 270	13,0	2 636	36 470
Autres activités du régime agricole (2)	1 080	23 570	21,8	747	31 690
Ensemble associatif	153 650	1 905 610	12,4	49 441	25 940

Sources : URSSAF Caisse nationale et MSA. Traitement R&S. (1) Établissements associatifs « non classés ailleurs ». (2) Établissements associatifs dont l'activité est référencée dans la nomenclature d'activités françaises, regroupés ici, compte tenu de leurs faibles effectifs dans les associations.

Le secteur sanitaire et social (santé, hébergement médico-social et action sociale sans hébergement) représente, à lui seul, 56% des effectifs salariés (plus d'un million d'emplois) et de la masse salariale, répartis au sein de 37 000 établissements environ, soit près de 25% des établissements employeurs.

Le salaire moyen annuel par salarié et par établissement¹³ est très variable d'un secteur à l'autre, à la fois en fonction du degré de spécialisation des salariés, comme dans le secteur de la santé (environ 39 160 €) ou de la recherche (40 980 €), et inversement en fonction du temps de travail, comme dans l'aide à domicile (19 760 €), les activités récréatives et de loisirs (19 790 €) ou encore parmi les activités sportives (17 860 €).

Pour le secteur culturel, ne sont pas pris en compte les intermittents du spectacle qui sont gérés par le Guichet Unique du Spectacle Occasionnel (GUSO).¹⁴

4 – Un enjeu économique important

Le secteur associatif représente, à lui seul, près d'un dixième des effectifs salariés de l'ensemble du secteur privé (8,9%). C'est plus que le secteur économique de la construction (8,2%) ou que celui des transports (7,3%), et quasiment l'équivalent du commerce de détail (9,3%).

Au sein du secteur privé, le secteur associatif est proportionnellement très peu présent dans certains domaines comme la recherche et le développement scientifique (moins de 5% des effectifs du secteur privé) ou encore dans la restauration (moins de 1%). Inversement, les associations sont quasiment les seuls acteurs privés dans certains secteurs comme l'aide par le travail (90%) ou encore l'accueil et l'accompagnement sans hébergement d'enfants et d'adolescents (90%).

En ce qui concerne les autres principales activités, les effectifs du secteur associatif de l'enseignement représentent près de 54% du secteur privé ; ceux du sport, 66% ; ceux de l'hébergement médico-social, 68% ; et ceux du domaine social sans hébergement, 69% (54% dans l'aide à domicile)¹⁵. Les associations sont proportionnellement moins présentes dans la santé (23% des effectifs des effectifs salariés du secteur privé) et dans les activités culturelles (25%).

Nous observons également des variations annuelles en faveur du secteur lucratif, par exemple dans l'accueil des jeunes enfants (de 46% en 2018 à 36% en 2023) ou encore l'aide à domicile (de 63% en 2018 à 54% en 2023). Cet indicateur est très important pour les opérateurs associatifs concernés.¹⁶

¹³ En précisant bien qu'un salarié peut disposer d'un contrat dans plusieurs établissements, notamment dans le sport, la culture ou les loisirs, et disposer de rémunérations en conséquence.

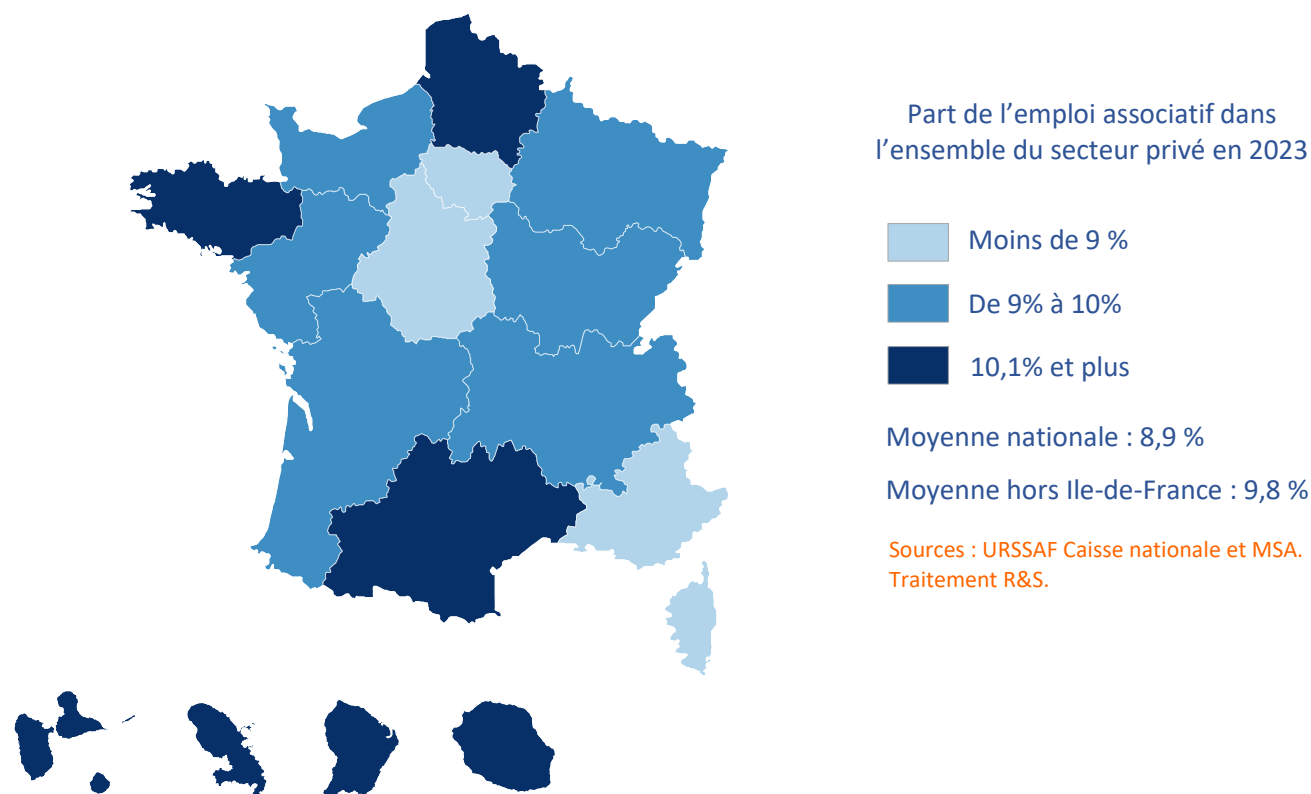
¹⁴ L'adhésion au GUSO est en effet obligatoire pour tous les organismes qui emploient des salariés du spectacle vivant. Pour en savoir plus : [GUSO, le Guichet Unique du Spectacle Occasionnel - France Travail](#).

¹⁵ Avec de très fortes variations selon les départements, et une présence du secteur lucratif d'autant plus importante qu'ils sont urbanisés et à fort développement économique.

¹⁶ Voir [le bilan de l'emploi dans le secteur sanitaire et social non lucratif 2024](#) publié avec le Centre de Ressources DLA Solidarités-Santé.

A – Approche régionale

Elle recouvre les 13 régions métropolitaines et les 4 régions d’outre-mer. Une présentation spécifique à chacune d’elles, sous la forme d’un *Panorama annuel*, est en ligne sur [notre site](#). Elle est complétée par des fiches régionales sous la forme de tableaux de données, en libre accès sur [le site de l’Institut national de la Jeunesse et de l’Education populaire \(INJEP\)](#), partenaire de R&S sur cette approche, depuis 2019. Le Mouvement Associatif s’est également engagé dans cette démarche, notamment pour faciliter la diffusion de ces informations utiles aux acteurs et aux décideurs.

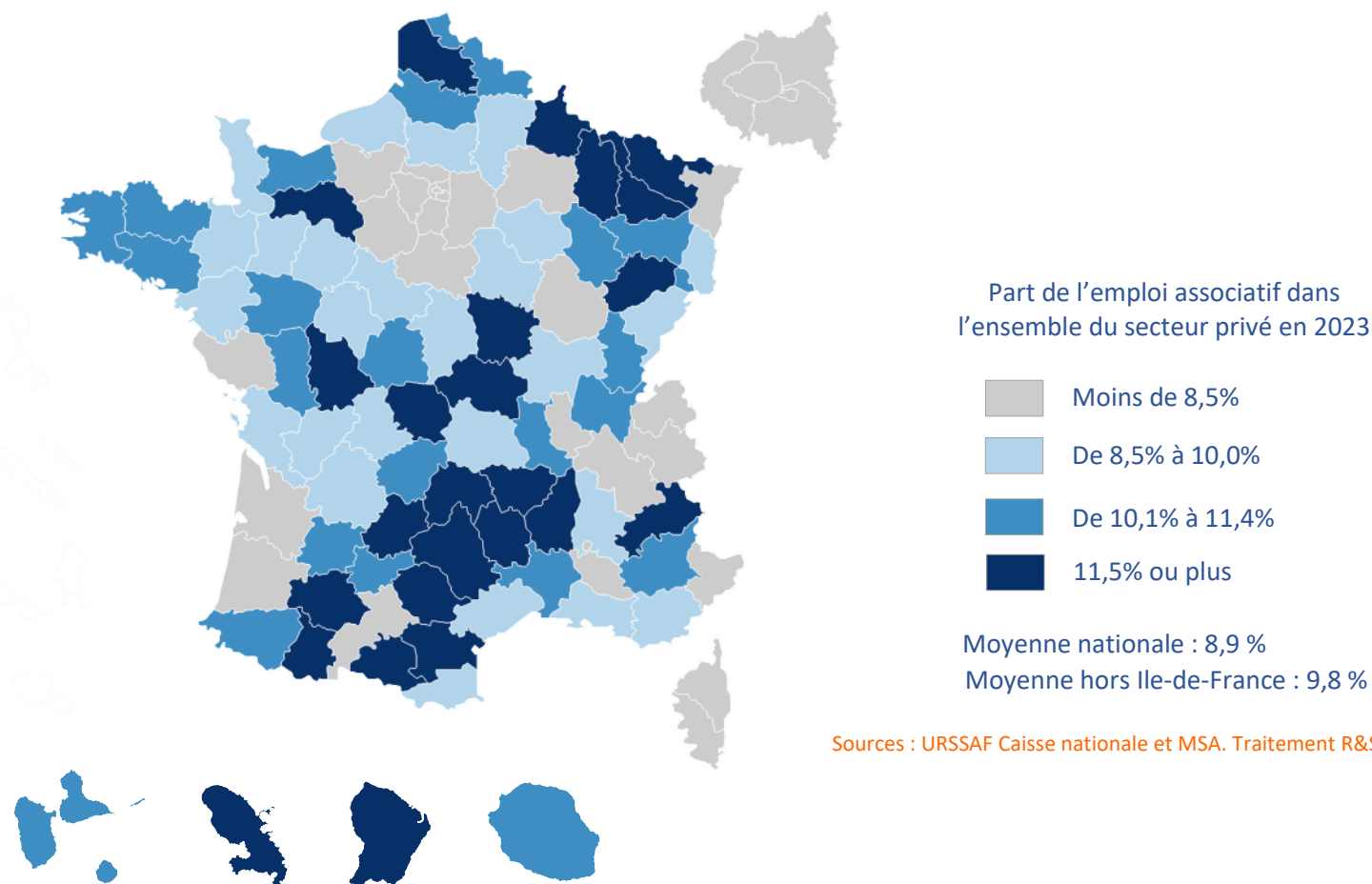


Trois régions métropolitaines, les Hauts-de-France, la Bretagne et l’Occitanie comportent des effectifs salariés dans les associations qui dépassent la proportion de 10,1% du total du secteur privé. Six autres, Normandie, Pays-de-la-Loire, Nouvelle-Aquitaine, Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne - Rhône-Alpes, se situent entre 9% et 10%. Inversement, l’Ile-de-France, atypique compte tenu de son développement économique, le Centre-Val de Loire, Provence-Alpes-Côte d’Azur et la Corse, affichent les proportions les plus faibles.

Précisons que ce ratio dépend, d’un département à l’autre, tout à la fois du dynamisme de l’emploi dans les associations, en numérateur, et de celui de l’ensemble du secteur privé, en dénominateur.

B – Approche départementale

La carte suivante présente une grande finesse, avec la part des effectifs salariés des associations dans les départements métropolitains et ultramarins, au sein de l'ensemble du secteur privé. Un « *quatre-pages* » actualisé chaque année, avec le soutien de la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie Associative (DJEPVA) du ministère de l'Éducation nationale, est disponible sur [notre site](#) et sur celui du ministère, associations.gouv.fr. Il présente l'essentiel de la vie associative dans chacun des départements.



Parmi les départements où la part de l'emploi associatif au sein du secteur privé est importante, plusieurs se détachent : la Lozère, atypique à 30,8%, la Haute-Loire et le Cantal affichent une part du secteur associatif dépassant la proportion de 17%. Au-delà de ce trio de tête, on remarque que figurent dans la strate la plus élevée (11,5% ou plus), une dizaine de départements considérés comme les plus ruraux.

À l'inverse, outre les départements d'Ile-de-France, où l'on retrouve les plus faibles ratios, à savoir les Hauts-de-Seine (4,1%), la Seine-et-Marne (5,6%) ou les Yvelines (6,4%), l'Eure-et-Loir, les Alpes-Maritimes, l'Isère, la Haute-Garonne, le Bas-Rhin, la Corse et le Loiret, sont ceux dont la part de l'emploi associatif est la moins importante (inférieure à 8%).

5 – Les précieux enseignements issus des déclarations sociales nominatives (DSN)

A - Précisions méthodologiques

Au fur et à mesure de la mise en place et de la montée en puissance de cette formalité déclarative qui concerne l'ensemble des employeurs du secteur privé, des échanges se sont développés, au cours des six années écoulées (2019-2024), entre les équipes de l'URSSAF Caisse nationale et de Recherches & Solidarités, à la fois sur la méthodologie à mettre en œuvre et sur l'exploitation des bases de données disponibles.

La DSN fournit, chaque mois, des données concernant l'employeur et des données individuelles concernant chaque salarié. Sa mise en œuvre progressive, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, s'est terminée au printemps 2021 et a permis une approche des informations relatives à l'ensemble du secteur privé, dont le secteur associatif qui a pu être considéré de manière spécifique. L'approche des données se fait de telle sorte que l'on peut distinguer un établissement employeur, avec ses caractéristiques, un contrat, également avec ses spécificités, et un salarié, ceci à un moment choisi, fixé par l'URSSAF Caisse nationale et l'INSEE, au dernier jour ouvré d'une période sous revue (trimestre ou année).

Les travaux menés cette année à partir de la DSN, s'appuient sur les bases de données mises à disposition par l'équipe de l'URSSAF Caisse nationale, au 29 décembre 2023. Elle comportent un peu plus de 1 900 000 contrats correspondant au nombre de salariés du secteur associatif¹⁷, appartenant à 162 960 établissements employeurs.

Plusieurs approches sont ici présentées : les conventions collectives qui donnent une indication intéressante sur l'activité des employeurs, la nature et la durée des contrats de travail, le genre, l'âge et la profession des salariés.

B - Une approche complémentaire via les conventions collectives

Lorsque l'on explore le secteur associatif, au travers des conventions collectives qui s'y appliquent, on remarque d'abord que 22% des établissements et 19% des contrats ne relèvent d'aucune convention. Les 1 545 000 contrats signés par 126 000 établissements, se répartissent entre plus de 400 conventions collectives, certaines ne comportant qu'un seul contrat. Parmi celles-ci, nous avons retenu 10 conventions représentant une très large majorité du secteur associatif sous convention, soit 72% des contrats et 62% des établissements. Pour chacune de ces conventions, nous échangeons de nombreuses informations utiles avec le ou les partenaires concernés.

Tableau 6 – Nombre de contrats et d'établissements des 10 principales conventions collectives dans les associations

Code IDCC *	Libellé de la convention collective	Nombre de contrats	Nombre d'établissements (1)
0413	Convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées (convention de 1966, SNAPEI)	325 300	11 360
0029	Convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soins, de cure et de garde à but non lucratif (FEHAP, convention de 1951)	232 280	6 030
2941	Convention collective nationale de la branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile	175 250	5 220
1518	Convention collective nationale des métiers de l'Éducation, de la Culture, des Loisirs, et de l'Animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale, au service des Territoires dite ECLAT (ex Animation)	135 640	17 410
2511	Convention collective nationale du sport	108 250	27 510
1261	Convention collective nationale des acteurs du lien social et familial : centres sociaux et socioculturels, associations d'accueil de jeunes enfants, associations de développement social local (SNAECOS)	58 830	5 760
1516	Convention collective nationale des organismes de formation	39 620	2 990
5502	Convention d'entreprise Croix Rouge	18 310	710
2336	Convention collective nationale de l'habitat et du logement accompagnés	6 810	450
1316	Convention collective nationale des organismes de tourisme social et familial	5 670	610
	Ensemble	1 105 900	78 050 (1)

Source : URSSAF Caisse nationale. Traitement R&S. Données arrondies. * Code Identifiant De la Convention Collective. (1) Sachant qu'un établissement peut être concerné par plusieurs conventions collectives.

¹⁷ Nota : Compte tenu de l'approche, par contrat et par établissement, certains salariés, notamment dans le sport ou la culture, peuvent avoir plusieurs contrats, correspondant à plusieurs établissements.

Cette approche donne une image des activités associatives complémentaire de celle présentée au tableau 3 à partir des codes APE. À titre d'exemple, l'éducation populaire très mal identifiée dans la nomenclature d'activités car souvent répertoriée sous le code des activités non classées ailleurs (9499Z) peut ici être observée par l'adhésion des associations à la convention collective ECLAT. Deuxième convention collective la plus répandue dans le secteur associatif en nombre d'établissements, après celle du sport, elle réunit 135 640 contrats, en 2023.

Cette approche est également très utile pour les organisations professionnelles en demande d'informations pour alimenter leurs observatoires, négocier les accords collectifs et porter la voix de leurs adhérents auprès des pouvoirs publics. Les échanges avec certaines d'entre-elles nous encouragent à réunir, pour chacune de ces 10 principales conventions collectives, des informations plus nombreuses chaque année, sous le contrôle de l'URSSAF Caisse nationale.

C - Les caractéristiques du secteur associatif selon six approches

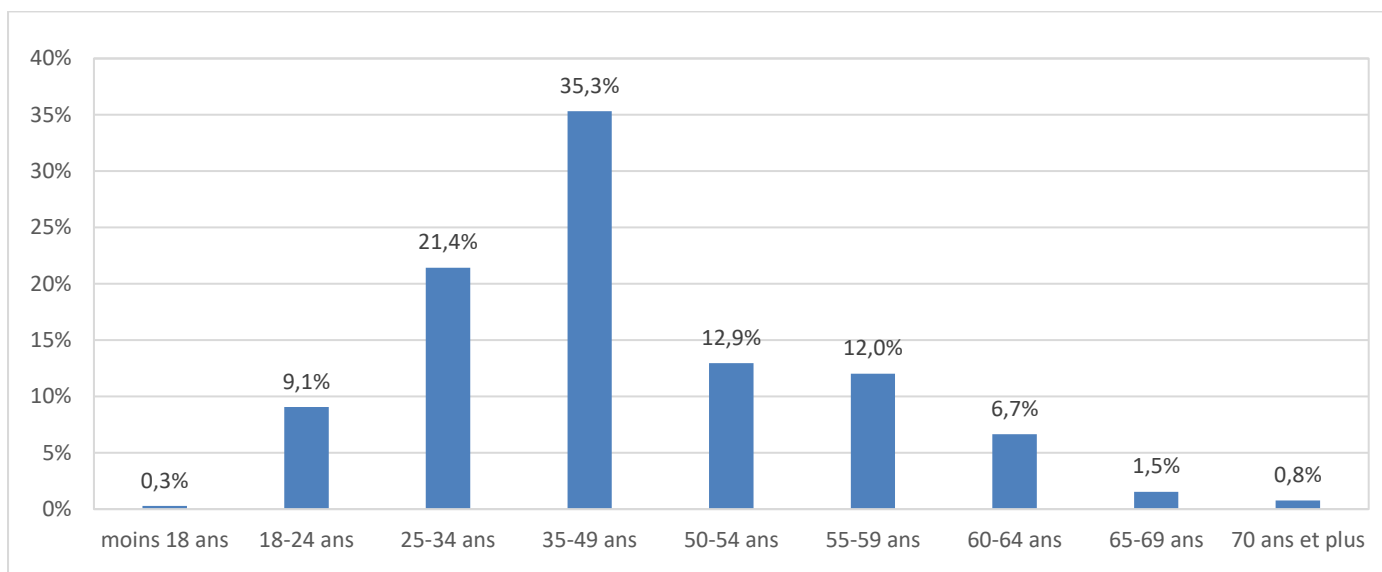
1. Un emploi associatif très féminisé sous l'influence du secteur sanitaire et social

Contrairement au secteur privé, un peu plus équilibré, le secteur associatif comporte près de 70% de femmes, tout particulièrement dans les domaines de la santé (79%), de l'hébergement médico-social (76%) et, dans le secteur social sans hébergement (72%) dont l'aide à domicile (94%). La culture est un peu plus équilibrée, avec 58% de femmes. Le sport présente une répartition différente, avec plus de 62% d'hommes.

2. La pyramide des âges

Le graphique suivant présente la répartition par tranche d'âge des contrats associatifs, au 29 décembre 2023.

Graphique 6 - Répartition des contrats associatifs selon la tranche d'âge (en %)



Source : URSSAF Caisse nationale. Données au 29-12-2023. Traitement Recherches & Solidarités.

Au regard de la moyenne sur l'ensemble des contrats figurant dans ce tableau, la proportion des moins de 25 ans, de 9,4%, varie de 7% dans l'aide à domicile ou de 8% dans le secteur médico-social, à 15% dans l'accueil de jeunes enfants, et jusqu'à 22% dans les loisirs et 23% dans le secteur sportif.

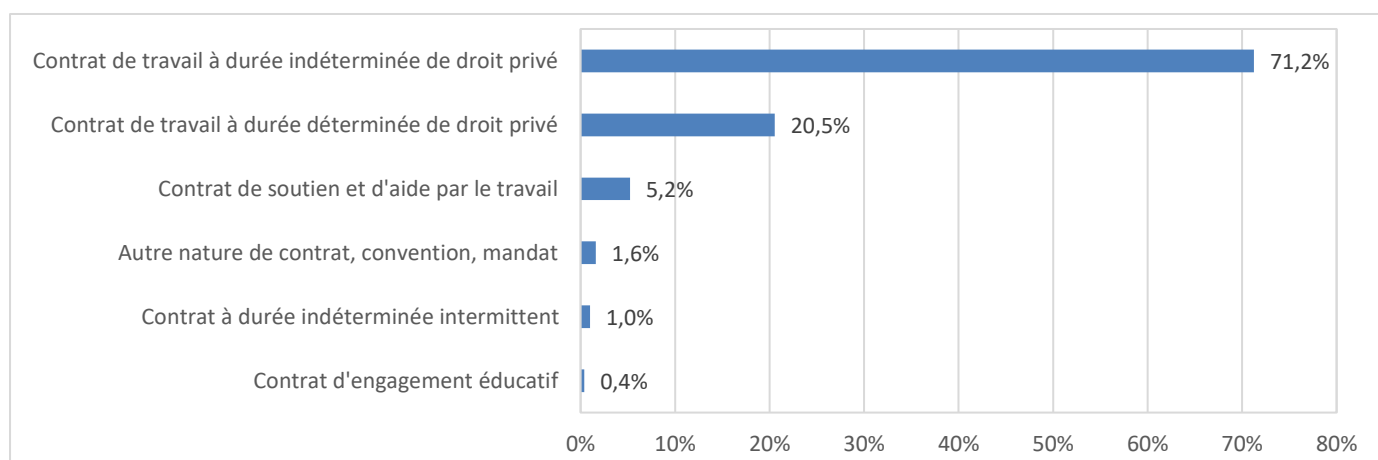
La proportion des 60 ans et plus est globalement de 9% de l'ensemble des contrats, variant de seulement 5% dans l'aide par le travail ou l'accueil de jeunes enfants à 11% dans l'enseignement et 13% dans l'aide à domicile.

Notons enfin que cette proportion des contrats, proposés aux personnes de 60 ans et plus, a nettement augmenté en 2023, à 9% contre 6,5% en 2022. Si l'on prend en compte l'ensemble des contrats dont disposent les 55 ans et plus, on parvient à une proportion dépassant 20% de l'effectif, non négligeable à prendre en considération en matière de « gestion prévisionnelle des emplois ».

3. Les différentes formes de contrats

Les employeurs peuvent avoir recours à de très nombreux types de contrats de travail. Pour faciliter la présentation et la lecture de ces informations, cinq formes de contrats ont été retenues représentant environ 98,5% de ceux de l'ensemble associatif. Les ventilations correspondantes sont présentées dans le graphique suivant.

Graphique 7 - Répartition selon les principaux contrats de travail (en %)



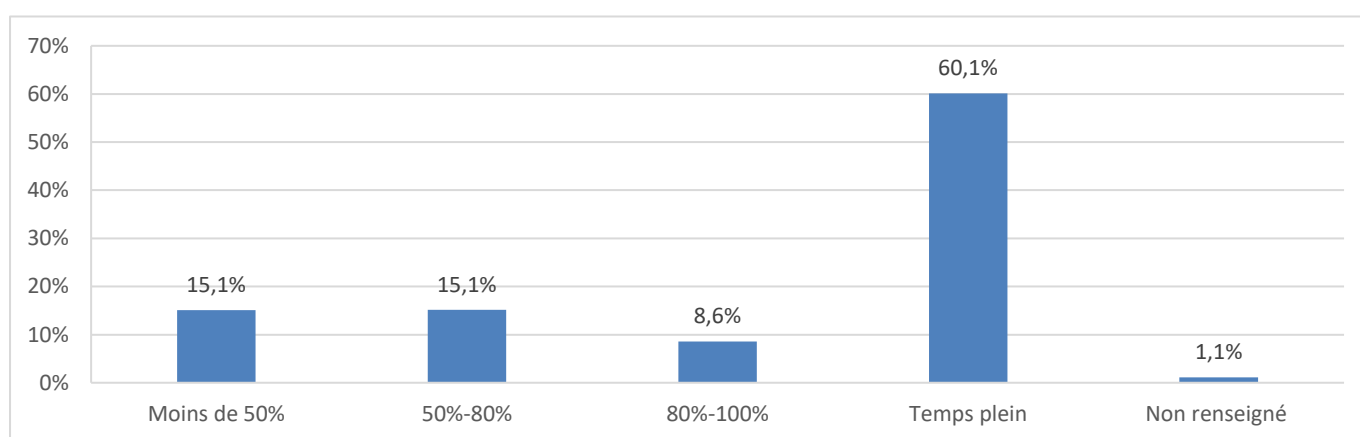
Source : URSSAF Caisse nationale. Données au 29-12-2023. Traitement Recherches & Solidarités.

La proportion des contrats à durée indéterminée a très légèrement augmenté, passant de 70,6% en 2022, à 71,2% en 2023¹⁸. D'une manière rapide, précisons que cette proportion varie très fortement de 41% dans les activités liées à l'emploi, 56% dans le secteur du sport, et 64% dans la culture, par exemple, à près de 90% dans le secteur de la santé. Par ailleurs, la proportion des contrats d'engagement éducatif¹⁹ a doublé, passant à environ 7 500 en 2023.

4. Près de 40% de temps partiels

Cette présentation simplifiée regroupe quatre situations mesurées au regard du temps de travail indiqué dans les contrats. Elle montre clairement, compte tenu de son mode d'organisation et des caractéristiques de ses employeurs, le recours au temps partiel, dans le secteur associatif.

Graphique 8 - Répartition des contrats selon le temps de travail (en %)



Source : URSSAF Caisse nationale. Données au 29-12-2023. Traitement Recherches & Solidarités.

Autour de cette moyenne de l'ordre de 60% de contrats prévoyant un temps plein, les différences sont très nettes, par exemple entre les activités liées à l'emploi ou au secteur médico-social (près de 80%), et le sport (50%), les loisirs (40%) ou encore l'aide à domicile (25%).

¹⁸ Cette proportion est de 81,5% dans l'ensemble du secteur privé.

¹⁹ Le contrat d'engagement éducatif (CEE) a été créé en 2006, il est destiné aux personnes qui exercent, de façon occasionnelle, des fonctions d'animation et d'encadrement dans des accueils collectifs de mineurs (centre de loisirs ou une colonie de vacances).

5 - Approche de la notion d'équivalents temps pleins

Dès lors que le secteur associatif comporte de très nombreux salariés à temps partiel (40% environ), particulièrement dans les loisirs et le sport, s'est toujours posée la question de ce que l'on nomme les « équivalents temps pleins » et qui sert très souvent de références entre les organisations représentatives des différents secteurs et les pouvoirs publics.

Le repérage très précis des salariés à temps plein, via les déclarations sociales nominatives (DSN), et ceci tout au long de l'année 2023, a permis d'évaluer un salaire moyen mensuel brut à temps plein de l'ordre de 2 600 euros. Le rapprochement de cette donnée avec la masse salariale distribuée tout au long de l'année 2023, conduit à une estimation du nombre d'équivalents temps pleins située entre 1 550 000 et 1 580 000.

Cette approche est précieuse pour disposer de repères précis sur l'emploi dans le secteur associatif, aussi pour renseigner les organisations professionnelles en demande d'informations pour alimenter leurs observatoires, négocier les accords collectifs et porter la voix de leurs adhérents auprès des pouvoirs publics.

6 – Des métiers en tension

Dans l'ensemble des associations, 9% des personnes ont atteint l'âge de 60 ans. Toutes professions confondues, et lorsque les métiers sont renseignés, 125 000 contrats concernent des sexagénaires. Une analyse fine par secteur d'activités est particulièrement utile dans le cadre de la gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences, notamment pour les secteurs et les métiers en tension.

Cette approche se fait à partir de la [nomenclature des professions de l'INSEE](#) qui comporte plus de 460 références métiers, que nous croisons avec l'âge figurant dans les contrats. Au sein du secteur associatif, cet indicateur figure dans un peu plus de 90% des contrats, ce qui permet une observation détaillée. Elle doit se faire au plus fin d'un secteur d'activité (par exemple, l'accueil des jeunes enfants ou l'hébergement médico-social pour enfants handicapés) ou pour une convention collective spécifique, ce qui est particulièrement utile pour les organisations professionnelles concernées.

Prenons comme exemple, le secteur de l'aide à domicile qui connaît de fortes tensions dans l'emploi alors que les besoins ne cessent de croître avec le vieillissement de la population et le souhait majoritaire des Français de vivre chez eux le plus longtemps possible. Ce secteur fait partie de ceux que nous étudions, depuis plusieurs années, au travers des conventions collectives.²⁰ L'analyse des 185 000 contrats (dont 95% sont associatifs) qui relèvent de la convention collective nationale de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile (IDCC 2941), permet de constater que près de 13% d'entre eux concernent des personnes de 60 ans ou plus. Parmi les seules *aides à domicile*, *aides ménagères*, *travailleuses familiales*, plus de 19 500 sexagénaires exercent ce métier difficile au service des personnes fragiles et manqueront bientôt à l'appel. Ce sera aussi le cas de plus de 30% des médecins salariés non hospitaliers de ce secteur.

S'agissant de la convention collective ECLAT/animation (IDCC 1518) relevant de l'organisation HEXOPÉE, rappelons que cette approche permet de contourner la dispersion des effectifs correspondants dans cinq codes « APE activités » différents, dont le redoutable fourre-tout des « associations 9499Z ». Parmi plus de 144 000 contrats recensés, dont 94% sont associatifs, on relève une proportion de 13% de salariés ayant atteint l'âge de 60 ans. Parmi les animateurs socioculturels et de loisirs (code 435b), constituant la colonne vertébrale de cette activité, 8% sont sexagénaires, auxquels il faut ajouter 17% des personnes en charge des tâches liées au ménage, également difficiles à recruter.

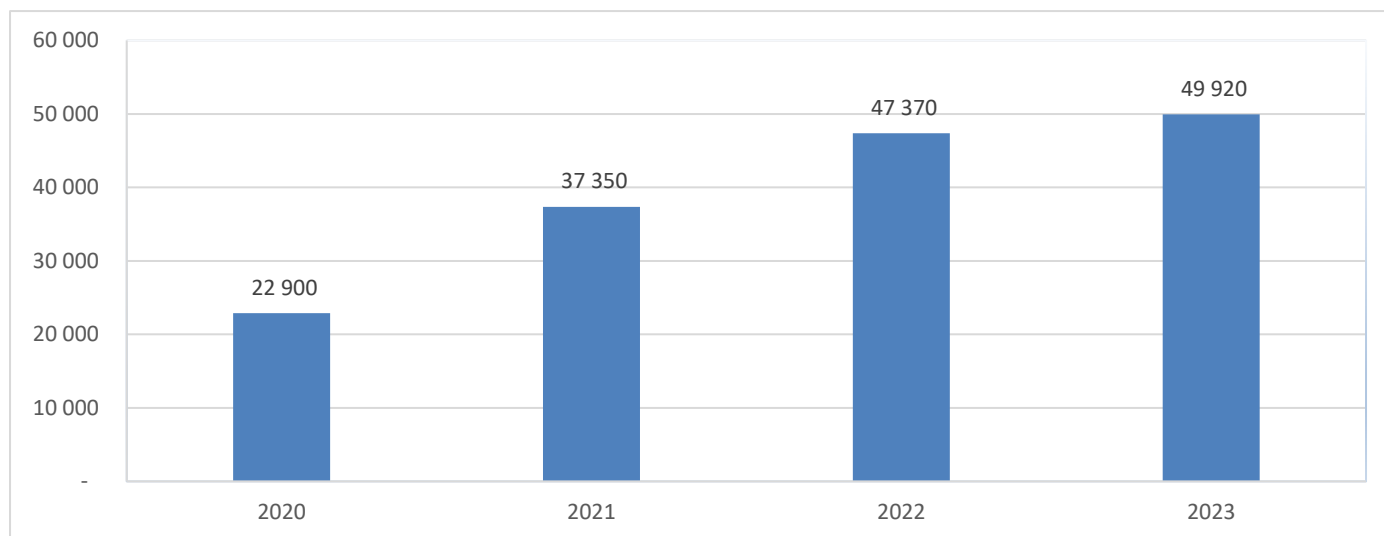
Dans le secteur de la santé, sous l'égide de la convention collective FEHAP, on dénombre 343 500 contrats fin 2023, dont 68% sont proposés par des associations, 21% par des fondations et 11,5% par d'autres organisations privées. Près de 28 000 contrats concernent des personnes ayant dépassé l'âge de 60 ans, dont plus de 3 500 médecins.

²⁰ Le lecteur pourra consulter l'édition 2022 de [La France associative en mouvement](#) qui détaille la démarche engagée, la méthodologie utilisée et les principaux résultats obtenus. Rappelons que cette approche est particulièrement intéressante car elle correspond aux branches professionnelles et permet de contourner le code APE 9499Z « associations non classées ailleurs » qui réunit plus de 20% des établissements et 10% des salariés associatifs.

7 – Belle évolution de l'apprentissage dans les associations

Les encouragements de l'État et la volonté des responsables associatifs employeurs ont conduit à un développement important du nombre d'apprentis dans le secteur associatif, au cours des trois années écoulées.

Graphique 9 – Nombre d'apprentis dans les associations²¹



Source : URSSAF Caisse nationale – Traitement Recherches & Solidarités.

Entre 2020 et 2022, le secteur associatif s'est véritablement approprié le dispositif, affichant plus du doublement du nombre des apprentis. L'année 2023, sous l'effet de la baisse de l'aide accordée pour les apprentis majeurs, constitue une sorte de respiration, avec une augmentation modérée de 5,4%.

Le secteur le plus actif dans ce domaine est le sport, en légère hausse en 2023, représentant à lui seul 28% des apprentis associatifs. L'hébergement médicosocial représente 14% du total, en légère hausse également. Le secteur social sans hébergement représente aussi 14%, mais en légère baisse en 2023, tout comme l'enseignement (11%) et la santé (4%). La culture ne dépasse pas 3% de l'ensemble du secteur associatif, en 2023.

Une approche des données sociales nominatives, pointées au 29 décembre 2023, permet d'en savoir plus sur la répartition de ces apprentis : 43% sont des hommes, nettement plus dans le sport (77%), et 57% sont des femmes, notamment dans la santé (84%) ; un peu moins de 4% ont de moins de 18 ans, 77% ont entre 18 et 24 ans et 18% ont entre 25 et 34 ans.

Dans les associations, les apprentis se préparent tout particulièrement aux métiers²² de moniteur et éducateur sportif (6 000 environ en 2023), d'animateur socioculturel et de loisirs (environ 4 000 apprentis), ou encore d'éducateur (2 100) et de moniteur éducateur (1 400). Dans le domaine de la santé, on compte, notamment, environ 900 aides-soignants, ainsi que plus de 700 agents de services hospitaliers.

²¹ Pointage réalisé au mois de décembre de chaque année.

²² Selon la nomenclature INSEE

8 – La Prime de Partage de la Valeur (PPV)

Dispositif incitant les employeurs à verser une somme annuelle complémentaire à leurs employés, la Prime de Partage de la Valeur (PPV) fait suite, en juillet 2022, à la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat. Les employeurs de droit privé, dont les associations, peuvent l'accorder à leurs salariés, titulaires ou intérimaires. Elle est exonérée de cotisations et de contributions sociales dans la limite de 3 000 euros annuels²³. Sur encouragement de l'équipe d'URSSAF Caisse nationale, et avec son soutien et ses conseils, un bilan comparatif du versement de cette prime a été réalisé, au titre de l'année 2023. Un premier tableau permet de présenter les données annuelles, ainsi que quatre ratios significatifs.

Tableau 7 : Bilan comparatif des primes de partage de la valeur accordées en 2023

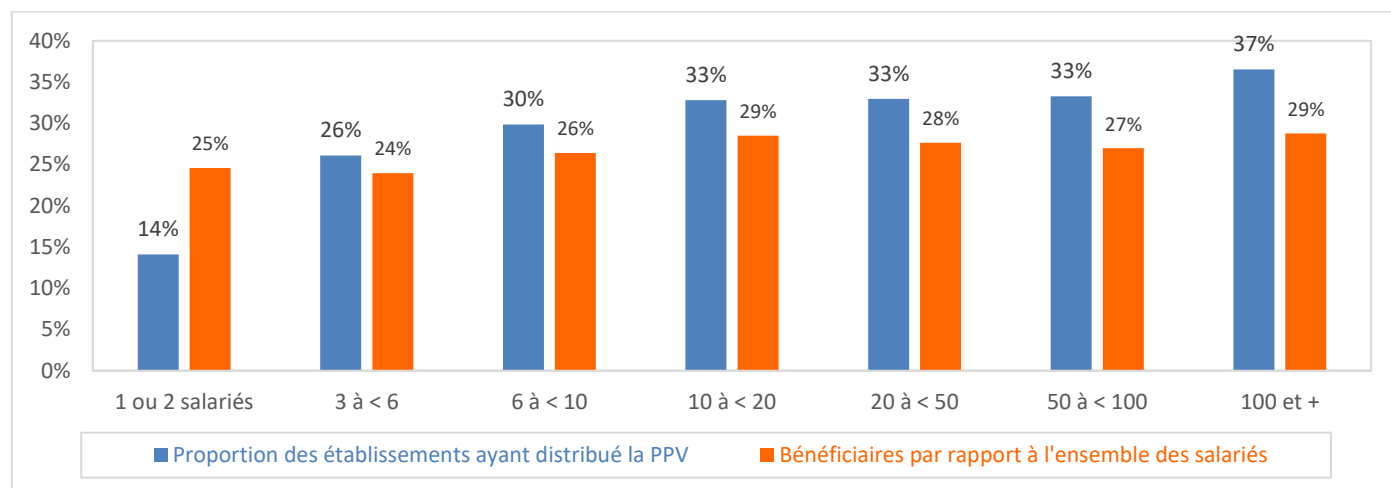
Objet - critère	Secteur associatif	Ensemble privé
Nombre d'établissements ayant distribué la PPV	32 922	510 996
Proportion de ces établissements	22,5%	23,6%
Nombre de salariés ayant bénéficié de la PPV	492 955	5 822 703
Montant total de la PPV versée (en K €)	335 010	5 210 358
Proportion de ce montant par rapport aux salaires distribués	0,7%	0,7%
Prime moyenne par personne (en €)	680	885

Source : URSSAF Caisse nationale – Traitement Recherches & Solidarités.

Près de 33 000 établissements associatifs ont distribué cette prime, soit 22,5% de l'ensemble du secteur. Cette proportion est peu éloignée de celle que l'on enregistre pour l'ensemble du secteur privé (23,6%). Les montants accordés en 2023 représentaient environ 0,7% de la masse salariale totale, tant dans le secteur associatif que dans l'ensemble du secteur privé. En revanche, la prime moyenne associative est sensiblement inférieure (680 € dans les associations, pour 885 € dans l'ensemble privé).

Au sein du secteur associatif, **une première distinction s'impose**, en fonction de la taille des établissements.

Graphique 10 : Part des établissements et des salariés concernés par la PPV en 2023



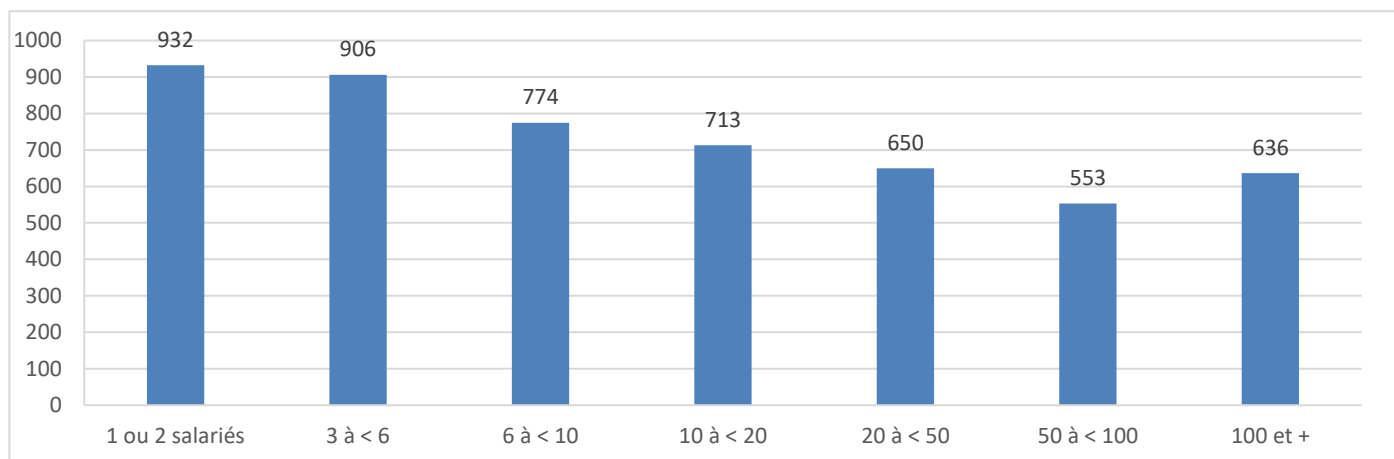
Source : URSSAF Caisse nationale – Traitement Recherches & Solidarités.

Probablement en lien avec la connaissance du dispositif et les moyens disponibles, la proportion du nombre des établissements ayant versé la prime est en corrélation avec leur taille, depuis 14% parmi les plus modestes, notamment dans le sport et la culture, jusqu'à 37% parmi les plus grands, souvent situés dans le secteur sanitaire et social. Quelle que soit la taille des établissements, le souci est assez semblable de partager au mieux cette opportunité : la proportion de salariés bénéficiaires de la prime varie peu.

²³ Si un dispositif d'intéressement ou de participation volontaire est mis en place, l'exonération se fait dans la limite de 6 000€. Pour en savoir plus sur les modalités : <https://www.economie.gouv.fr/cedef/prime-de-partage-de-la-valeur-ppv>

En revanche, le montant moyen de la prime accordée varie significativement, en 2023, selon la taille des établissements associatifs.

Graphique 11 : Montant moyen de la prime accordée (en €), en fonction de la taille des établissements



Source : URSSAF Caisse nationale – Traitement Recherches & Solidarités.

Ce montant moyen baisse jusqu'aux établissements qui comportent entre 50 à 100 salariés, pour remonter parmi les plus grands. Le même phénomène se constate au sein de l'ensemble des établissements privés.

Une deuxième distinction, selon les principaux secteurs d'activité, pointe les différences les plus significatives.

Tableau 8 – Principaux critères relatifs au secteurs associatifs

Secteur d'activité	Proportion des établissements ayant distribué la PPV	Bénéficiaires par rapport à l'ensemble des salariés	Montant de la PPV par rapport aux salaires distribués	PPV moyenne par personne (en €)
Enseignement	21%	30%	0,8%	661
Santé	41%	48%	1,0%	832
Hébergement médicosocial	29%	24%	0,4%	454
Social sans hébergement	30%	23%	0,5%	489
Sport	16%	17%	0,8%	770
Loisirs	19%	28%	0,6%	392
Culture	10%	23%	0,7%	867
Activités liées à l'emploi *	47%	32%	1,6%	1049
Ensemble associatif	23%	27%	0,70%	680

Source : URSSAF Caisse nationale – Traitement Recherches & Solidarités. * Groupements d'employeurs, missions locales, agences de développement... La « pénétration du dispositif » dans ce secteur vient certainement d'une excellente connaissance de la mesure.

Ce tableau comparatif doit être lu à la lumière du tableau 3 portant la rémunération moyenne dans chacune des activités. Ici, deux secteurs ressortent, dans la mesure où ils présentent des bilans plus favorables : il s'agit des associations agissant dans le secteur de la santé et dans celui des activités liées à l'emploi. Le sport se caractérise par une faible proportion d'établissements et de salariés concernés, mais par une prime nettement au-dessus de la moyenne. La culture présente une très faible proportion d'établissements, mais également une prime élevée. Enfin, les loisirs présentent une prime moyenne nettement au-dessous de la moyenne générale.

Au bilan, il est important de constater que le secteur associatif s'est clairement approprié, certes de façon assez inégale, cette possibilité de renforcer la rémunération de ses salariés.

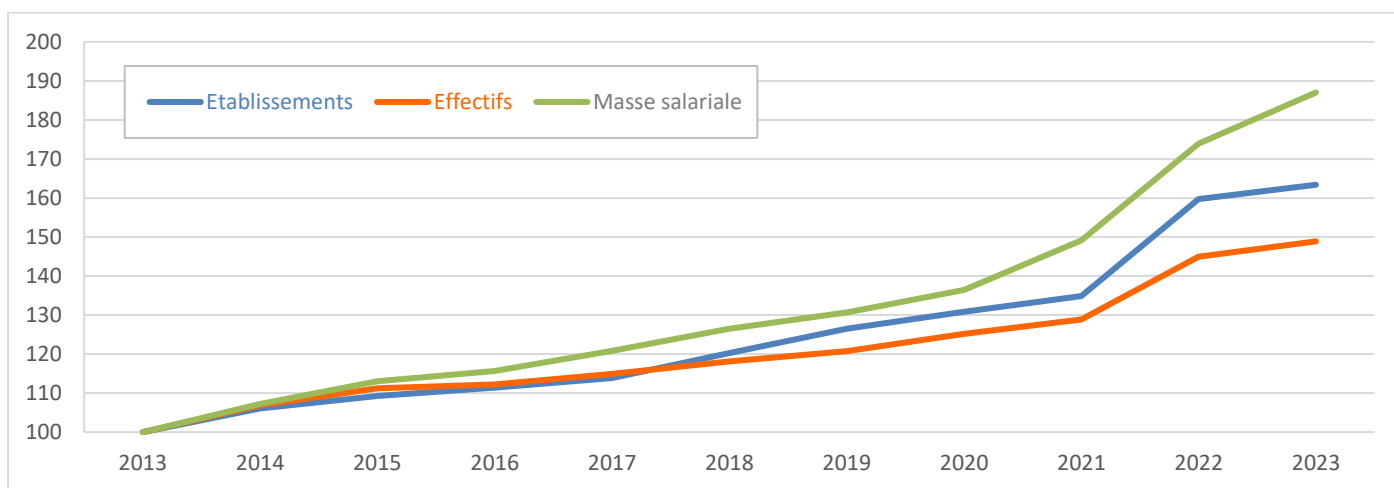
6 – Un ensemble non lucratif qui intègre les fondations

Le suivi de l'emploi dans le secteur associatif et dans celui des fondations confirme la porosité assez marquée entre ces deux catégories juridiques. En effet, quelques associations se transforment en fondations au fil des années²⁴, ce qui peut troubler la lecture des évolutions respectives de l'emploi, minorée parmi les premières et majorée parmi les secondes, sans que cela soit significatif pour un ensemble non lucratif qui s'avère assez homogène.

En effet, les activités respectives des associations et des fondations, mais également leurs modes de fonctionnement, peuvent être très proches. Du reste, bon nombre d'acteurs et d'observateurs ne font pas la différence entre les deux types d'établissements employeurs, quand ils les connaissent, se limitant en général à leur *raison sociale*. Ceci est particulièrement vrai dans le domaine sanitaire et social qui réunit près de 70% des fondations et plus de 80% de leurs effectifs salariés²⁵. Leurs similitudes avec les associations, le principe de non-lucrativité qui préside aux deux formes juridiques et l'accélération du nombre de fondations justifient donc qu'on leur accorde une place dans cette publication.

En 2023, 2 878 fondations emploient 134 150 salariés²⁶, pour une masse salariale de plus de 4,49 milliards d'euros. Le graphique suivant présente leur évolution pour le régime général, selon trois critères, sur une décennie.

Graphique 12 – Établissements, effectifs et masse salariale dans les fondations (en base 100 en 2013)



Source : URSSAF Caisse nationale. Traitement R&S

Les trois courbes affichent une croissance continue tout au long de la période, croissance moins nette pour les effectifs en 2018 et 2019 et nettement plus forte pour la masse salariale depuis 2020. Le salaire moyen est ainsi passé de près de 31 500 euros par salarié en 2021 à plus de 33 480 euros en 2023.

Au bilan (régime général et régime agricole), en 2023, l'emploi privé non lucratif **au sein des associations et des fondations** représente plus de **156 528** employeurs, plus de **2 millions** de salariés, soit **9,6%** du total des salariés du secteur privé, et une masse salariale de plus de **53,9 milliards d'euros** (près de 7,4% de la masse salariale du secteur privé).

²⁴ À ce sujet, l'année 2022 est un bon exemple. URSSAF Caisse nationale enregistre en effet le transfert de 180 associations en fondations. Elles concernent au total 370 établissements et plus de 11 500 salariés pour une masse salariale de près de 270 millions d'euros.

²⁵ C'est la raison pour laquelle nos travaux menés dans ce domaine, en coopération avec l'UNIOPSS (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux), dans le cadre du Centre de ressources DLA Solidarités - Santé, portent sur l'ensemble du secteur non lucratif, comprenant les associations et les fondations.

²⁶ En signalant parmi eux, la présence d'environ 2 000 apprentis, dont les trois quarts au sein du domaine sanitaire et social.

Chapitre V – Les associations fiscalisées

Sont disponibles annuellement les données relatives au nombre total d'assujettis à la taxe sur les salaires, sur déclaration des employeurs, et au nombre des assujettis à l'impôt sur les sociétés. Encouragé par la DJEPVA, un dialogue avec la DGFIP a été instauré en 2015, sur ce sujet²⁷, de manière à bien fixer les objectifs et le périmètre de cette nouvelle investigation, en l'occurrence l'ensemble des associations et des fondations qui sont soumises aux mêmes règles que les associations pour les impôts commerciaux de droit commun sur leurs éventuelles activités commerciales (IS à 25 %, TVA, CET, ...).

Compte-tenu du calendrier des déclarations de la part des associations, comme des entreprises, admises jusqu'au 31 décembre de l'année N+1, pour un exercice donné, les informations ne sont disponibles qu'au début de l'année N+2. Lors d'une première démarche, expérimentale, les années 2012 à 2017 ont été examinées en 2019. Une deuxième démarche a permis de couvrir les exercices 2018 à 2020 (les données de ce dernier exercice ont été déclarées en 2021 et étaient donc exploitables en 2022). Ces informations sont succinctement reprises ici, en attendant celles qui vont concerner les années 2021 à 2023, et qui ne seront disponibles qu'en 2025.²⁸

➡ Au titre de la taxe sur les salaires, près de 34 000 associations et fondations ont été assujetties, pour un montant acquitté de 2,4 milliards d'euros, pour l'année 2020. Autour d'un ratio général, de l'ordre de 22% des associations, la culture et le sport (12%) se situent au-dessous, compte tenu de leur nombre moyen de salariés. Inversement, le secteur de l'action sociale sans hébergement (35%) et le secteur de la santé (30%) comportent une forte proportion d'assujettis, ce qui correspond à un nombre moyen de salariés nettement plus important.

Au regard du montant moyen (70 000 € environ), acquitté dans chaque secteur d'activité, la culture (7 400 €) et surtout le sport (5 000 €) se situent au plus bas, quand l'hébergement médico-social (218 000 €) et surtout la santé (300 000 €) se situent au plus haut.

➡ Au titre de l'impôt sur les sociétés, les associations assujetties en 2020 étaient au nombre d'environ 117 000, en augmentation de 19%, par rapport à l'exercice 2012. Ce nombre rapproché du total du nombre des associations et fondations estimé en France, donnait un ratio théorique de l'ordre de 8%. Les montants acquittés s'élevaient à 144 millions d'euros, en baisse de 30%, par rapport à 2012, de par l'évolution de la réglementation fiscale.

Ces deux impôts ne se cumulent généralement pas. Par définition, les assujettis à la taxe sur les salaires sont des employeurs, soit un ensemble représentant un peu plus de 10% de l'ensemble des associations. En revanche, l'impôt sur les sociétés concerne potentiellement bien plus d'associations, dès lors qu'elles ont des activités lucratives, sans pour autant avoir la qualité d'employeur. Ceci vaut particulièrement dans le sport et la culture. C'est ce qui explique que les assujettis correspondants sont bien plus nombreux, 117 000 contre 34 000.

Pour aller plus loin :

[La France associative en mouvement 2023](#), pages 30 à 34, réalisée par Recherches & Solidarités avec le soutien de la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative, en partenariat avec Hexopée.

[Mécénat, déclarations fiscales des entreprises](#) – mai 2022, réalisée par Recherches & Solidarités avec le soutien de la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation populaire et de la Vie associative.

²⁷ Successivement avec Jérôme Mousserin, puis Philippe Amitrano et Adeline Serpoix (département des statistiques fiscales – section fiscalité professionnelle) que nous remercions vivement. Avec les conseils experts de François Goizin et de Frédérique Morot (DJEPVA).

²⁸ Selon un accord de coopération signé avec la DJEPVA, concernant cette période.

Chapitre VI - Les associations au printemps 2024

Comme chaque année au printemps, Recherches & Solidarités donne la parole aux responsables associatifs pour prendre le pouls du secteur. Ces enquêtes constituent un véritable baromètre qui traduit le moral de ces dirigeants bénévoles. La période d'enquête est identique chaque année, et les résultats sont traités selon la même méthode statistique, d'année en année.

En 2020 et 2021, les échanges ont surtout porté sur les effets de la crise sanitaire²⁹, les difficultés rencontrées par les associations, les attentes de soutiens pour les aider à faire face à la situation. En 2022, le questionnement a repris, à l'identique des années antérieures à la crise, renforcé par l'expression des besoins d'accompagnement.

Les questions barométriques sur l'appréciation des dirigeants concernant la situation générale de leur association, le bénévolat, les finances, leurs principaux sujets d'inquiétude, les projets envisagés en vue de la « rentrée associative », ont permis de voir comment les associations ont affronté, fin 2022 et début 2023, les difficultés liées à l'inflation³⁰. En 2024, elles reflètent le moral des responsables associatifs, à la veille des élections européennes et législatives anticipées, au moment des campagnes électorales quand les sondages étaient préoccupants.

Cette enquête nationale a été réalisée en ligne, 25 avril au 8 juin 2024, auprès de 2 640 responsables d'associations, de toutes tailles, tous secteurs d'activités et toutes régions. Les résultats ont été traités selon la méthode des quotas, appliquée aux variables secteurs d'activité (santé, social, humanitaire, culture, sport, loisirs, éducation populaire, autres activités), taille de l'association, appréciée selon son budget annuel (moins de 10 000 euros, de 10 à 50 000 euros, de 50 à 75 000 euros, de 75 à 150 000 euros, de 150 à 500 000 euros, plus de 500 000 euros) et, pour les associations employeuses, selon le nombre de salariés (sans salarié, 1 ou 2 salariés, 3 à 5 salariés, 6 à 9 salariés, 10 à 19 salariés, 20 à 49 salariés, 50 salariés et plus) d'après les données 2023 de l'URSSAF Caisse nationale et de la Mutualité Sociale Agricole.

Les résultats présentés ici s'inscrivent dans la durée, avec trois années repères pour la période d'avant crise, suivies des trois années 2021, 2022 et 2023, l'année 2020 ayant été consacrée aux enquêtes dites « COVID ». Nous avons jugé utile, pour la deuxième fois cette année, de communiquer aussi les résultats relatifs aux associations qui comportent des salariés, pour bien prendre en compte les enjeux spécifiques.³¹

²⁹ Parmi ces effets, rappelons la multiplication des usages numériques, qui nous a conduit à populariser la notion de *télébénévolat* apportant de la ressource humaine en contournant certains obstacles liés aux contraintes de temps et/ou de mobilité.

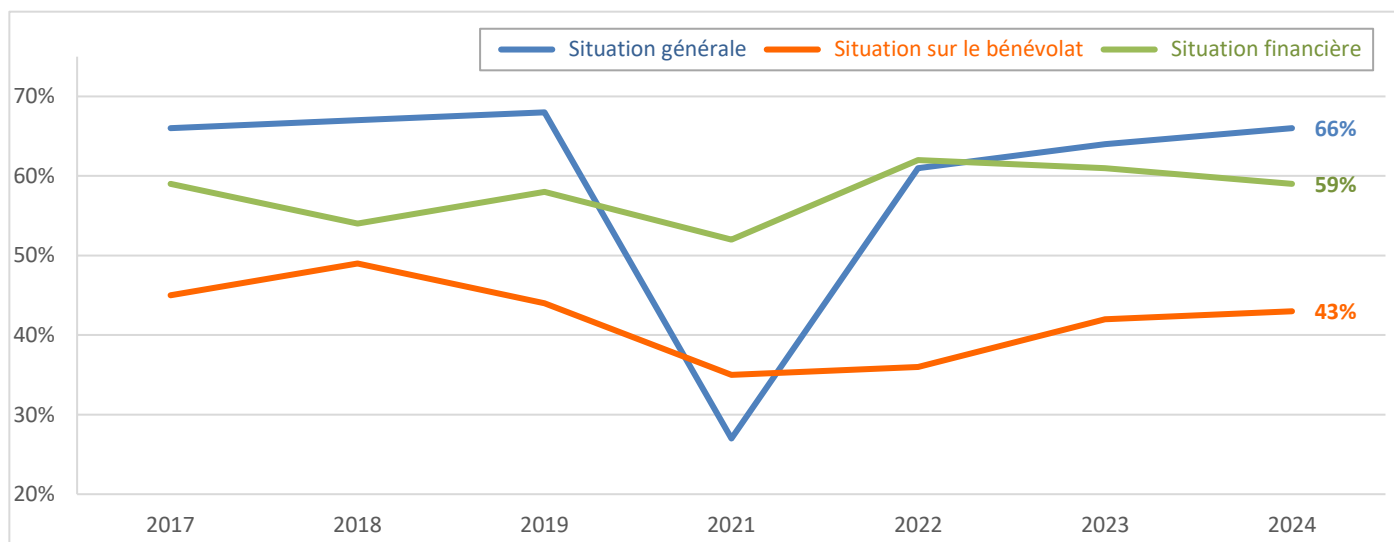
³⁰ Dans le même temps, un certain nombre d'enquêtes ont été et sont organisées, en lien avec certains de nos partenaires, précisément pour mesurer les effets de l'inflation.

³¹ Notamment pour l'information du Dispositif Local d'accompagnement (DLA), créé en 2002 et présent sur l'ensemble du territoire : 17 organisations en régions et 103 en départements pour le soutien et le développement de l'emploi.

1 – La situation de l'association

Trois premières questions permettent d'exprimer un ressenti des responsables, selon trois approches relatives à la situation générale, au regard des missions de l'association, aux questions financières et à la ressource humaine bénévole. Pour chaque question, les répondants ont le choix entre quatre items dont nous avons groupé les deux premiers dans le graphique suivant.

Graphique 13 - Sont jugées bonnes ou très bonnes, par l'ensemble des dirigeants associatifs :



Source : Baromètre d'opinion des responsables associatifs – Recherches & Solidarités. Lecture : En 2024, 66% des répondants considèrent que la situation générale de leur association est très bonne ou bonne et ils sont 59% à exprimer le même sentiment au plan financier. Cette proportion est de 43% concernant le bénévolat.

➡ L'année 2021 a été marquée par un effondrement des résultats relatifs à la situation générale de l'association, avec beaucoup d'associations quasiment à l'arrêt. Après une année 2022 qui a connu un redressement spectaculaire, montrant la grande capacité de résilience des dirigeants bénévoles, le bilan 2023 a marqué une légère progression qui s'est confirmée en 2024 (66%).

➡ Le jugement concernant la situation financière s'était également amélioré en 2022 mais il a légèrement décliné en 2023 et 2024 (59%). On notera que ces résultats se situent légèrement au-dessus de ceux que nous observions avant la crise, entre 2017 et 2019.

➡ En revanche, il n'en est pas de même pour ce qui concerne le bénévolat : non seulement les résultats se situent en très net décrochage (43% en 2024) par rapport aux deux indices précédents, mais on ne retrouve pas tout à fait le niveau des années 2017-2019. Cela correspond aux informations que nous avons diffusées au printemps 2023, puis au printemps 2024 et reprises au chapitre 3, à partir d'une enquête IFOP, auprès des Français, pour Recherches & Solidarités (janvier 2024) et à partir de notre enquête annuelle auprès des bénévoles (printemps 2024).³²

Une fois de plus, soulignons ici le volontarisme des responsables associatifs, qui affichent une satisfaction générale de 64%, concernant la situation générale de leur association qu'ils dirigent bénévolement, en dépit des deux composantes essentielles que sont la situation financière (61%) et la situation du bénévolat (42%), pour lesquelles ils expriment un sentiment moins positif.

Notre échantillon permet de distinguer les résultats, d'une part en fonction de la taille des associations (selon le budget ou la présence et le nombre de salariés), et d'autre part en fonction du secteur d'activité. Deux critères ont également été prévus, permettant de connaître les avis des responsables d'associations agissant en milieu urbain ou rural, ainsi que de ceux dont les associations sont fédérées.³³

³² [La France bénévole 2024 – Recherches et solidarités](#) - 19^{ème} édition – Mai 2024.

³³ Informations partagées avec nos adhérents et avec nos partenaires publics et privés.

Figurent ici les résultats rapprochés, pour l'ensemble des répondants, et pour les seuls employeurs. Ce tableau détaille les réponses 2024 aux trois premières questions, cette fois selon les quatre items offerts aux répondants.

Tableau 9 – Bilan détaillé des réponses, pour l'ensemble des associations et pour les seuls employeurs

Depuis le début 2024, comment jugez-vous la situation générale de votre association (actions, missions, projets) ?	Ensemble redressé %	Employeurs redressé %
Non réponse	1%	1%
Très bonne	10%	10%
Bonne	56%	56%
Sous-total positif	66%	66%
Difficile	28%	28%
Très difficile	6%	6%
Total	100%	100%
Depuis le début 2024, comment jugez-vous la situation financière de votre association ?	Ensemble redressé %	Employeurs redressé %
Non réponse	1%	1%
Très bonne	9%	6%
Bonne	50%	41%
Sous-total positif	59%	47%
Difficile	30%	38%
Très difficile	9%	15%
Total	100%	100%
Depuis le début 2024, comment jugez-vous la situation de votre association concernant le bénévolat (nombre, disponibilité, savoir-faire...) ?	Ensemble redressé %	Employeurs redressé %
Non réponse	1%	1%
Très bonne	6%	6%
Bonne	37%	39%
Sous-total positif	43%	45%
Difficile	40%	43%
Très difficile	15%	11%
Total	100%	100%

Source : Baromètre d'opinion des responsables associatifs – Recherches & Solidarités. Lecture : En 2024, 66% des responsables associatifs estiment que la situation générale de leur association est très bonne ou bonne. Lorsque l'on ne prend en compte que les associations qui emploient au moins un salarié, cette proportion est également de 66%.

➡ Concernant la situation générale de l'association, le bilan chez les employeurs est strictement identique à celui de l'ensemble des associations. Pour autant, la proportion de ceux qui estiment que la situation est très difficile est passée de 4% en 2023 à 6% en 2024, soit près de 9 200 employeurs associatifs en grande difficulté.

➡ Et cela se ressent pour la question relative aux finances, avec un bilan nettement au détriment des employeurs : ils affichent une proportion de satisfaits de 12 points inférieure à celle de l'ensemble des associations (47% contre 59%). Cet écart s'est accentué en 2024, de même que celui qui est relatif aux responsables en grande difficulté financière : leur proportion était de 12% en 2023, elle est passée à 15% en 2024, soit près de 23 000 associations employeuses sur l'ensemble du territoire.

➡ Pour le critère relatif au bénévolat, la différence s'inverse légèrement au profit des employeurs qui peuvent effectivement tenter d'équilibrer leurs ressources humaines entre salariés et bénévoles : ils affichent un résultat de 45% de satisfaction contre 43% pour l'ensemble des associations. Le nombre des répondants en grande difficulté est de 11% contre 15% pour l'ensemble des associations.

2 – Aujourd’hui et demain

Il s’agit ici de rapprocher le ressenti concernant la situation générale au printemps 2024, et les pronostics pour la rentrée associative de l’automne 2024. Le tableau suivant permet de montrer les craintes exprimées, plus particulièrement parmi les associations employant des salariés.

Tableau 10 - Appréciation de la situation générale des dirigeants, pour aujourd’hui et pour les prochains mois

	Ensemble associatif		Employeurs associatifs	
	Au printemps 2024	Dans les prochains mois	Au printemps 2024	Dans les prochains mois
Très bonne	10%	6%	10%	6%
Bonne	56%	52%	56%	53%
Sous-total	66%	58%	66%	59%
Difficile	28%	36%	28%	35%
Très difficile	6%	6%	6%	6%
Total	100%	100%	100%	100%

Source : Baromètre d’opinion des responsables associatifs – Recherches & Solidarités. Lecture : Si 66% des répondants, toutes associations confondues, estiment que la situation générale de leur association est aujourd’hui bonne ou très bonne, leurs pronostics pour les prochains mois se situent 6 points au-dessous, à 58%.

Une lecture horizontale de ce tableau montre un différentiel de huit points (58% contre 66%) pour l’ensemble des associations, et de sept points (59% contre 66%), parmi les employeurs, entre le constat au printemps et le pronostic pour la rentrée d’automne.

3 – Les sujets d’inquiétude

On ne sera pas étonné de constater les fortes préoccupations concernant la ressource humaine bénévole, dans le tableau suivant.

Tableau 11 - Les sujets d’inquiétude jugés les plus importants pour les prochains mois

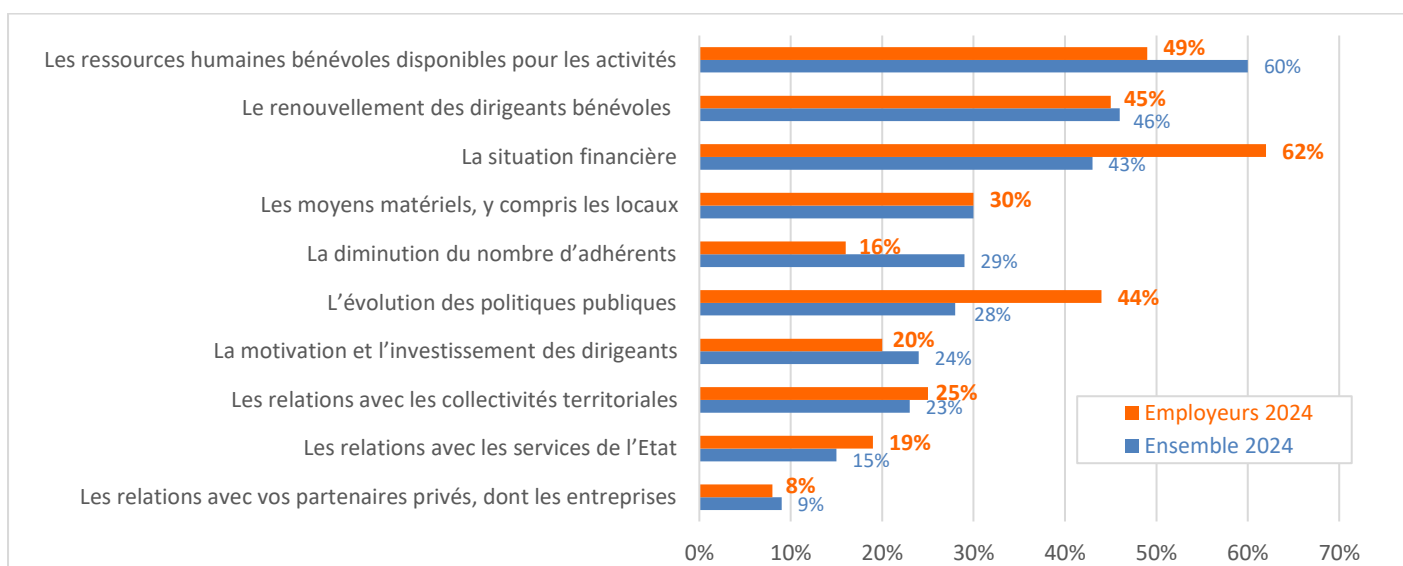
Si vous avez des sujets d’inquiétude, lesquels vous semblent les plus importants pour les prochains mois ? <i>Plusieurs réponses possibles</i>	2019	2022	2023	2024 (1)
Les ressources humaines bénévoles disponibles pour les activités	60%	63%	60%	60%
Le renouvellement des dirigeants bénévoles	48%	47%	48%	46%
La situation financière	45%	40%	43%	43%
Les moyens matériels, y compris les locaux	30%	29%	33%	30%
La diminution du nombre d’adhérents	25%	37%	32%	29%
L’évolution des politiques publiques	36%	25%	23%	28%
La motivation et l’investissement des membres de l’équipe dirigeante	26%	28%	28%	24%
Les relations avec les collectivités territoriales	25%	23%	23%	23%
Les relations avec les services de l’Etat	17%	15%	14%	15%
Les relations avec vos partenaires privés, dont les entreprises	8%	12%	9%	9%

Source : Baromètre d’opinion des responsables associatifs – Recherches & Solidarités. Lecture : En 2019, 60% des répondants placent en tête les ressources humaines bénévoles disponibles pour les activités de l’association. (1) Classement selon les résultats de cette colonne.

Arrivent clairement en tête, la ressource humaine bénévole (60%) et le renouvellement des dirigeants (46%), sensiblement au même niveau que lors des enquêtes précédentes. La diminution des adhérents inquiète 29% des répondants : c’est nettement moins qu’en 2022 (37%) et qu’en 2023 (32%), mais plus qu’avant la crise, en 2019 (25%). L’évolution des politiques publiques préoccupe 28% des répondants, plus qu’en 2023, mais moins qu’en 2019.

Un graphique complémentaire met en avant les spécificités des associations employeuses, en 2024.

Graphique 14 - Les sujets d'inquiétude jugés les plus importants pour les prochains mois dans l'ensemble des associations et parmi les seules employeuses



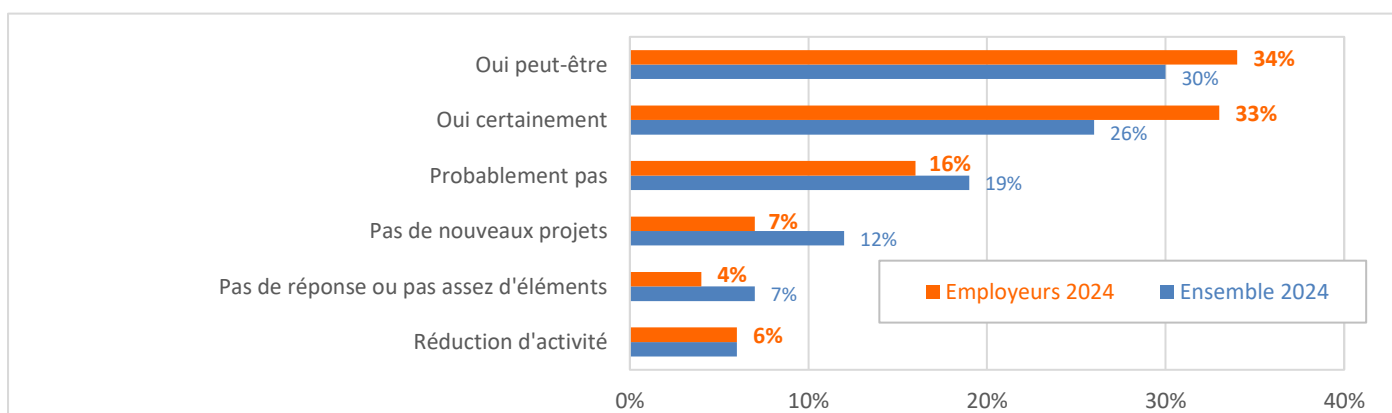
Source : Baromètre d'opinion des responsables associatifs – Recherches & Solidarités. Lecture : En 2024, 60% des répondants placent les ressources humaines bénévoles disponibles pour les activités de l'associations, en tête, ils sont 49% dans ce cas, parmi les employeurs.

La situation financière est la première préoccupation des dirigeants employeurs (62% pour 43% dans l'ensemble). Le maintien dans l'emploi de leurs salariés et les actions qu'ils poursuivent les rendent beaucoup plus attentifs à l'évolution des politiques publiques (44% contre 28%), aux relations avec les collectivités territoriales (25%) et avec les services de l'Etat (19%). Les associations employeuses qui peuvent s'appuyer sur une ressource humaine salariée sont proportionnellement moins nombreuses à exprimer des difficultés sur le bénévolat (49% contre 60%). Les inquiétudes sont toutefois partagées par la moitié de leurs dirigeants, nombreux également à pointer les difficultés de renouvellement de leurs administrateurs.

4 – Les projets envisagés

Les pronostics des dirigeants et les sujets d'inquiétude montrent que de nombreuses associations font face à une situation préoccupante. Pour autant, une large proportion des dirigeants se montrent volontaires et envisagent de nouveaux projets ou une extension de leurs activités actuelles après l'été.

Graphique 15 – Envisagez-vous de nouveaux projets – ou une extension de vos activités actuelles – après l'été ?



Source : Baromètre d'opinion des responsables associatifs – Recherches & Solidarités. Lecture : En 2024, 56% (30% + 26%) des dirigeants associatifs envisagent de nouveaux projets ou une extension de leurs activités, après l'été ; 67% des dirigeants d'associations employeuses.

Le différentiel positif est en nettement en faveur des employeurs (67% - 56% en 2024). Rappelons qu'il était de 64% - 58%, en 2023. Est-ce par choix ou par nécessité pour faire face à des besoins croissants ou pour trouver de nouvelles sources de financement via des appels à projets ?

5 – Accompagner les associations

En 2018, plus de 2000 responsables associatifs avaient exprimé leurs difficultés et leurs besoins d'accompagnement, dans le cadre de notre enquête annuelle d'Opinion des Responsables Associatifs. Construite avec de nombreux partenaires au service des associations. Elle a donné des repères précis pour mettre en place des dispositifs de soutien adaptés à leurs besoins. Cinq années se sont écoulées, traversées par la crise sanitaire et une situation qui s'est fragilisée au plan économique, social, environnemental, géopolitique... Le dialogue entretenu avec les responsables associatifs a montré le rôle essentiel des associations dans la cohésion sociale et l'animation des territoires. S'il a souligné leur capacité de résilience, il a aussi mis en avant leurs difficultés et leur besoin accru d'être accompagnés dans leurs projets et leur organisation.

Le Mouvement associatif, les organisations professionnelles et les représentants du secteur associatif se font régulièrement l'écho de ces attentes auprès des pouvoirs publics, avec à la clé des mesures de soutien ponctuelles, et en parallèle, la volonté d'une meilleure identification et coordination des acteurs de l'accompagnement dans les territoires. Celle-ci se traduit dans la [démarche Guid'Asso](#)³⁴ dont l'objet final est *que chaque association, même la plus petite, puisse sur son territoire, même le plus éloigné d'un centre urbain, trouver près de chez elle un endroit pour répondre à ses questions afin de se renforcer et éventuellement de mutualiser des actions dans le cadre d'un parcours d'accompagnement clarifié et visible.*

Une hiérarchie d'une quinzaine de besoins d'accompagnement avait été dressée, à la lumière de laquelle le besoin de financement et la révision du modèle économique arrivait en tête (55%), devant la recherche et le recrutement de nouveaux bénévoles (52%). Le sujet de la transition écologique arrivait en dernière place, avec une proportion limitée à 20% des responsables associatifs se déclarant en demande de soutien.

Ce constat nous a encouragés, avec nos partenaires, décideurs et acteurs de l'accompagnement, ainsi que la [Fondation Terre Solidaire](#) et le [Mouvement Tilt](#), à consacrer la partie thématique de l'enquête 2024 à la transition écologique dans les associations. Les résultats sont destinés à :

- Connaître le point de vue des dirigeants sur leur prise de conscience de ces enjeux et de leur pouvoir d'agir
- Mesurer leur niveau d'engagement
- Identifier les freins ainsi que les facteurs favorables, les déclencheurs, à la prise en compte des enjeux écologiques dans les associations

Ces résultats font l'objet d'une publication à paraître en octobre 2024.

³⁴ Au moment de cette enquête du printemps 2023, le dispositif en cours de déploiement sur le territoire avait déjà soutenu environ 5% des associations, et 25% d'entre elles en avaient entendu parler.

Hexopée, organisation représentative des employeurs de l'éducation populaire

Hexopée est l'organisation professionnelle représentative, qui agit dans les branches ECLAT (métiers de l'Éducation, de la Culture, des Loisirs et de l'Animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale au service des Territoires. - anciennement animation), du sport, du tourisme social et familial (convention TSF) et de l'Habitat et du Logement Accompagné (convention HLA, ex-foyers et services pour jeunes travailleurs).

La mission d'Hexopée s'articule autour de 3 priorités : produire de la norme juridique et sociale dans le cadre du dialogue social avec les syndicats de salariés, représenter les intérêts du champ de l'Éducation populaire auprès des pouvoirs publics, notamment dans leur dimension économique et sociale, et préparer et accompagner les employeurs de l'Éducation populaire dans les grandes transitions de la société, notamment pour renforcer l'attractivité des métiers et soutenir ses évolutions.

Hexopée représente ses adhérents dans les instances du dialogue social, pour négocier les accords collectifs au sein des conventions collectives de ECLAT, du sport, du TSF et HLA avec les syndicats de salariés. Elle participe en tant que partenaire social à la gestion des organismes paritaires, à l'ensemble des instances de concertation et aux différentes consultations électorales professionnelles : prévoyance, retraite, OPCO (organisme collecteur de la formation professionnelle : Uniformation, AFDAS), prud'hommes... Elle défend également auprès des pouvoirs publics les positions, les besoins et les préoccupations du monde associatif et de l'Éducation Populaire.

Représentant les intérêts de l'Éducation populaire, Hexopée participe à de nombreuses instances -comités de filière de l'animation, du tourisme et de la petite enfance notamment-, soutien ses prises de positions à travers des enquêtes, et organise régulièrement des événements pour éclairer les décideurs publics sur les enjeux et objectifs de l'Éducation populaire. Hexopée est également partenaire du Synofdes, syndicat des employeurs de la convention collective de la formation professionnelle, et participe à l'Alliance des Employeurs du Sport et des Loisirs.

Hexopée regroupe et représente les structures d'intérêt général, à but de citoyenneté

Plus de 14 000 structures couvrant 100 000 salariés sont aujourd'hui adhérentes, et parmi elles, des associations, des fondations, des clubs, des fédérations ou encore des comités d'entreprise.

Ces structures s'organisent autour d'un ensemble de principes, qui les caractérisent, les distinguent et les unissent :

- Ce sont des entreprises de personnes et non de capitaux ;
- Creusets d'un nouveau contrat de société, elles défendent la primauté de leur objet social sur le capital et portent des expérimentations sociales ;
- Elles considèrent l'entreprise comme un espace d'expression de la citoyenneté à part entière, et placent le salarié, l'adhérent, l'utilisateur, le pratiquant au cœur de l'action ;
- Elles assurent un partage équitable du pouvoir dans la gouvernance notamment grâce à un mode électif de leurs dirigeants, basé sur le principe « une personne, une voix » ;
- Elles portent l'égalité au centre de leurs ambitions.

Pourquoi adhérer à Hexopée :

- Agir pour des valeurs communes
- Contribuer à animer le dialogue social
- Bénéficier d'une équipe d'experts de vos métiers
- Intégrer un réseau d'employeurs
- Participer dans ses territoires à l'animation du réseau (délégués régionaux et référents territoriaux)

Les services :

- Un conseil juridique quotidien assuré par une équipe de juristes spécialisés en droit du travail qui répondent à vos questions, se déplacent pour des audits et assurent des suivis juridiques personnalisés ;
- Des informations permanentes actualisées sur la réglementation sociale, les conventions collectives, la paie, les charges sociales et fiscales, les lois et décrets, les obligations RH, la gestion des absences, les représentants du personnel et/ou la négociation d'entreprise, le choix du contrat de travail et les classifications ;
- Des ressources adaptées : des dossiers thématiques, des guides, des modèles, des Foires aux questions, des webinaires ;
- Des formations à destination des employeurs et dirigeants bénévoles grâce à notre organisme de formation l'ADOES ;
- Le Club RH pour les entreprises de plus de 50 ETP ;
- Des événements pour échanger entre pairs dans un cadre convivial sur des sujets d'actualité de votre organisation professionnelle : colloques, Forum RH, Congrès, Tournée des régions.

Annexes

Annexe 1 : Définition des secteurs d'activités, au regard des inscriptions au Répertoire National des Associations

Culture	Culture, pratique d'activités artistiques, culturelles
Sports	Sports et activités de plein air ; chasse, pêche
Loisirs	Clubs de loisirs, relations, action socioculturelle
Social	Interventions sociales ; associations caritatives, humanitaires, aide au développement, développement du bénévolat ; services familiaux, services aux personnes âgées
Santé	Santé, services et établissements médico-sociaux
Enseignement	Education, formation
Économie	Représentation, promotion et défense d'intérêts économiques ; conduite d'activités économiques ; aide à l'emploi, développement local, promotion de solidarités économiques
Amicales - Entraide	Amicales, groupements affinitaires, groupements d'entraide (hors défense de droits fondamentaux)
Environnement	Environnement, cadre de vie
Autres	Information, communication ; activités politiques ; défense des droits fondamentaux, activités civiques ; activités religieuses, spirituelles ou philosophiques ; recherche ; armée, anciens combattants ; tourisme ; justice ; clubs, cercles de réflexion ; logement ; sécurité protection civile ; préservation du patrimoine ; divers.

Annexe 2 : Méthode mise en œuvre pour dénombrer les associations en activité

Nous partons d'une approche géographique la plus fine possible, le département. Par agrégations successives, elle s'élargit vers une estimation à l'échelle régionale et nationale. Conscients des difficultés de l'exercice et par prudence, nous présentons les résultats sous la forme d'une fourchette. Nous nous appuyons sur un faisceau d'indicateurs issus de 4 sources officielles actualisées régulièrement.

Ces indicateurs sont les suivants :

- le nombre de créations d'associations, issu des sources officielles que sont le RNA et les 16 tribunaux d'instance pour les départements d'Alsace-Moselle. Ce résultat est également observé en fonction de la proportion des créations constatée au regard de la population, et des différences constantes entre le nord et le sud du pays.
- le nombre d'associations employeuses, actualisé chaque année (sources URSSAF Caisse nationale et MSA).
- le nombre de clubs sportifs agréés, actualisé chaque année par l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire (INJEP). Il est observé, département par département, au regard de ce qu'il représente par rapport à l'ensemble national, mais aussi en fonction de la « dynamique de création » constatée dans le secteur du sport.
- l'évolution de la population d'après l'INSEE, dans la mesure où cet indicateur traduit directement les besoins exprimés par les citoyens, au regard des différents secteurs associatifs (social, santé, loisirs...).
- un repérage des associations ayant donné signe de vie, au cours des quinze années écoulées, et réputée en activité.³⁵

La confrontation de ces cinq informations, observées sur une durée significative de trois années, permet de construire une fourchette départementale plus ou moins large, selon la dispersion des quatre résultats correspondants. Cette dispersion varie de 5% à 15% environ, pour une moyenne nationale de 9%. Ces résultats sont publiés dans les [Essentiels de la vie associative en département](#), chaque année.

³⁵ Sur la base d'échanges et de coopérations avec le ministère et le service départementale de la Vienne, il a été admis qu'une association n'apparaissant pas dans le RNA, au cours des quinze dernières années écoulées, est réputée en sommeil ou disparue. A contrario, celle créée ou ayant déclaré un changement au cours de la période était réputée « en activité ».

Annexe 3 : Précisions méthodologiques sur l'emploi

Avertissement

L'introduction depuis mars 2015 de la Déclaration Sociale Nominative (DSN), qui se substitue notamment au bordereau récapitulatif de cotisations, modifie les informations déclaratives nécessaires au calcul des indicateurs statistiques présentés dans cette publication. La mise en œuvre progressive du nouveau dispositif, ainsi que la refonte de la chaîne de traitement statistique des effectifs salariés associée, ont conduit à des révisions annuelles au cours de cette phase de montée en charge.

Par ailleurs, des changements méthodologiques interviennent depuis le 1er trimestre 2017, notamment dans le cadre d'une harmonisation des concepts avec l'INSEE et la DARES (nouvelle définition du champ du secteur privé, source et périmètre des effectifs intérimaires, méthodologie de désaisonnalisation des séries, etc.).

Cette harmonisation a conduit à intégrer les apprentis dans les effectifs salariés, à compter de l'année 2022. Une nouvelle série de données a été construite sur la période 2013-2022 sur laquelle s'appuie la présente publication. **Elles servent désormais de références et ne peuvent pas être rapprochées de celles publiées auparavant.**

Définitions

- **Champ de l'étude**

L'observation des associations employeuses porte sur le groupe, pris dans son ensemble, comportant les associations déclarées (9220), les associations d'utilité publique (9230), les associations de droit local (9260), les associations déclarées « entreprises d'insertion par l'économique » (9221) et les associations intermédiaires (9222). Les secteurs d'activités s'appuient sur la nomenclature d'activité française (NAF) révisée en 2008.

- **Une unité de compte : l'établissement employeur**

L'observation porte ici sur les établissements identifiés à partir de leur numéro SIRET, et non sur les entreprises. Ne sont pris en compte que les établissements ayant employé au moins un salarié au cours de l'année, autrement dit les établissements dont la masse salariale est strictement positive sur l'année examinée.

- Qu'il s'agisse du régime général ou du régime agricole, **les effectifs salariés** ne sont pas distingués selon qu'ils sont à temps partiel ou à temps complet, selon qu'ils sont à durée déterminée ou indéterminée. Chaque salarié compte pour un dans chacun des établissements employeurs, indépendamment de sa durée de travail. Ne sont pas comptés les salariés sans contrat (stagiaires par exemple), mais sont comptés les apprentis.

La définition du champ du **secteur privé** correspond à celle retenue dans le cadre du partenariat URSSAF-INSEE-DARES, depuis la diffusion des chiffres du 1^{er} trimestre 2017. Il exclut les établissements de catégorie juridique 71 (administration de l'État), 72 (collectivité territoriale) ou 73 (établissement public administratif) hors 7321 (association syndicale), 7322 (association foncière urbaine), 7323 (association foncière de remembrement) et 7381 (organisme consulaire), et les caisses nationales de Sécurité sociale. Il exclut également les établissements de la Caisse des dépôts et consignation.

- **La masse salariale totale ou l'assiette déplafonnée** désigne l'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales, c'est-à-dire le salaire de base auquel s'ajoutent des compléments légaux, conventionnels ou attribués à l'initiative de l'employeur, sous forme de commissions, de primes, de rémunération des heures supplémentaires, de gratifications et d'avantages en nature. Les indemnités de rupture ne sont incluses dans l'assiette déplafonnée qu'à partir d'un seuil pouvant atteindre deux fois le plafond annuel de Sécurité sociale. L'assiette déplafonnée inclut notamment les rémunérations des apprentis et les assiettes de salariés bénéficiant d'exonérations. Elle se distingue de l'assiette « *Contribution Sociale Généralisée* » (CSG), plus large, qui comprend, en outre, des éléments de rémunération non soumis aux cotisations mais à la CSG et à la CRDS tels que l'intéressement et la participation.